

EUROPE ACTION

ET A QUI
LE
TOUR
?



LES ÉPÉES

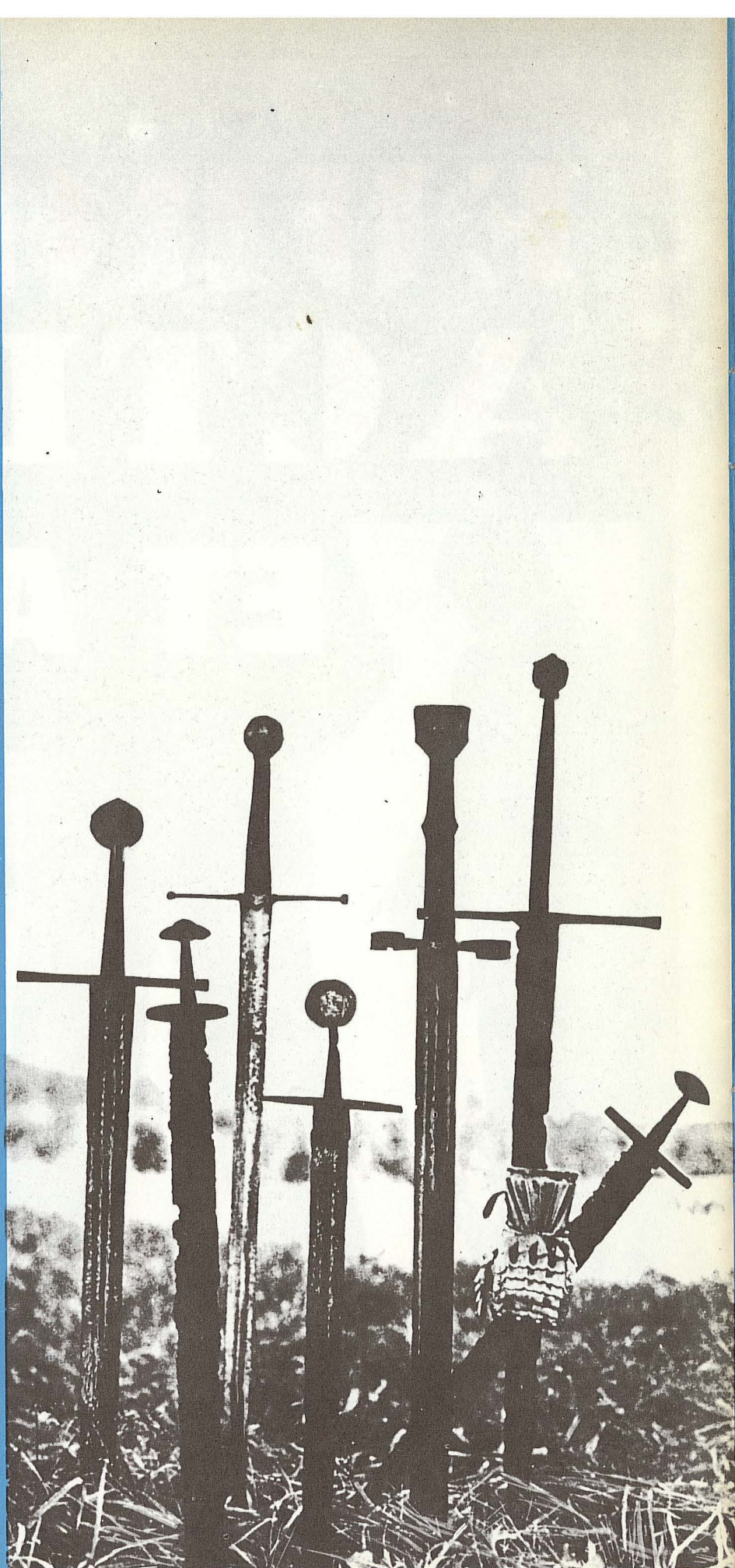
Nous planterons des épées,
Pour marquer notre champ,
Dans les mottes,
A rouiller dans le temps.

Elles prendront la couleur
Des souches
Et des ronces.
Uu jour, percées,
Rongées jusque dans l'âme,
Elles tomberont en morceaux,
Comme un fêtu qu'on brise.
Mais il y aura
Dans notre terre
Du fer guerrier.
Nos enfants se nourriront
Du blé
Poussé dans nos labours,
Dardés de nos épées.
Oh, le bon pain de fer !

Nous aussi,
Nous n'avons que faire
Des chiffons de papier.
Nous garderons nos champs
Avec des épées.

Chaque chaumière aura
La sienne,
D'acier brillant,
Bien au sec,
Sous les hardes du lit
Clos,
Où nous dormons.

BRYTHON - STUR



EUROPE ACTION

MAGAZINE DE L'HOMME OCCIDENTAL
68, rue de Vaugirard, Paris VI^e. Tél. 222.76.06

DIRECTEUR : *Christian Poinsignon.*
DIRECTEUR POLITIQUE : *Dominique Venner.*
RÉDACTEUR EN CHEF : *Jean Mabire.*
COMITÉ DE RÉDACTION : *Pierre d'Arribère, Coral, Jean Deni-
pierre, Jacques Devidal, Gilles Fournier,
Pierre Hofstetter, Pierre Lamotte, Guy
Lancelot, Pierre Marcenet, François d'Or-
sival, Loïc Kerarvor, Guy Persac, Henri
Prieur et Jean Muscat (Service Photo).*
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : *Fabrice Laroche.*

CORRESPONDANTS :
Espagne : *Antonio Bernardo.* Etats-Unis : *Piety Wilkinson.*
Amérique Latine : *Erwin Ratz.* Italie : *Antonio Lombardo.*
Allemagne : *Wolfgang Silling.* Portugal : *Zarco M. Ferreira.*

Directeur de la publication : *Christian Poinsignon.* — Imprimé
merie Dévè, Evreux. — Dépôt légal : mars 1966. — Périodicité
mensuelle. — La photographie de la couverture est tirée du
film : *ESPIONS A L'AFFÛT.*



A QUI LE TOUR ?

Dans ce numéro de nouvelles révélations
sur les Barbouzes du Régime gaulliste

Tislenkoff accuse Lemarchand

A PRES l'Editorial (p. 5) une gravure sur bois d'Albrecht DÜRER (p. 6) annonce la chronique de Fabrice LAROCHE : **Quatre semaines en France et dans le monde** (pp. 7 à 10) et l'article de Dominique VENNÉ : **Mythes et Faits** (pp. 11 à 13). Nous publions en exclusivité le témoignage de Jean-Baptiste BIAGGI sur **Pierre Lemarchand** (p. 14). Ce sera l'introduction à notre dossier du mois. Nous présentons le premier chapitre d'une aventure politico-policrière : **L'agence Gaullards et Compagnie** : Le journaliste Gilles MERMOZ a rencontré le témoin Alexandre TISLENKOFF et les révélations de celui-ci sont accablantes (pp. 15 à 19 et 40 à 42). L'article de Jean MABIRE, consacré au **Monde des héros solitaires** (pp. 20 et 21) sert d'introduction aux enquêtes sur l'Occident au combat, autrefois et aujourd'hui. Henri LANDEMER nous fait revivre l'épopée de Verdun avec **Les « diables bleus » au bois des Caures** tandis qu'Henri PRIEUR évoque **Louis Rossel** (p. 25). Nous parcourons ensuite le monde : En Afrique avec **SAINT-LOUP** : **Les Lions fidèles** (pp. 26 et 27) ; en Asie avec Bertrand de CASTELBAJAC : **L'arme absolue** (pp. 28 à 31) ; en Europe avec Zarco Moniz FERREIRA : **40 ans de Régime au Portugal** (pp. 32 et 33). Nous saluons en France la naissance du **Mouvement Nationaliste du Progrès** (pp. 34 et 35). Vous trouverez enfin les chroniques des **Livres** (p. 36), des **Arts** (p. 37), des **Films** (p. 38) sans oublier une nouvelle chronique **Le Fichier secret de SOREX** (p. 41).

Le 17 février 1966
Alexandre TISLENKOFF
se rendait au
Palais de Justice
à Paris.

A 16 heures 10,
devant le doyen
des juges d'instruction,
il déposait

PLAINTÉ

CONTRE

M^c LEMARCHAND

avocat, député U.N.R.

Cette plainte
porte le N° 442.

POURQUOI

TISLENKOFF

ACCUSE-T-IL

LEMARCHAND ?

Vous lirez dans ce numéro
pp. 15, 16, 17, 18, 19, 40, 41, 42
le récit des
tortures

qu'il a subies
en janvier 1962,
à El Biar,

quand il était

AUX MAINS DES BARBOUZES.

EXCLUSIF

COURRIER

« Vous savez qu'en ce qui vous concerne, je trouve que votre action n'est pas assez européenne. Quant au reste, ce qui est très bon, c'est que vous faites appel ou tout au moins rendez hommage aux énergiques de tout bord, même aux Communards. A vrai dire, comme bourgeois anticommuniste, je ferai sur ce point quelques réserves et, comme homme cultivé, je ne puis admettre qu'ils aient tenté d'incendier le Louvre ; non alors ! Mais enfin, ils avaient de l'énergie qui nous manque si lamentablement. gorer en appelant à vous des revigorer en appelant à vous des jeunes ; sans cela, vous vous ossifieriez dans une opposition en quelque sorte officielle. L'appel à la jeunesse est nécessaire ; c'était mon avis quand j'avais 25 ans ; avec 40 ans de plus, n'étant pas suspect, ce l'est encore beaucoup plus ».

professeur G.-H. BOUSQUET
Gironde

Comme notre titre l'indique clairement, nous sommes fermes partisans de l'Europe unie. Nous n'envisageons pour autant une Europe uniformisée, qui détruirait l'originalité de nos cultures et la liberté à laquelle nous sommes attachés. Nous savons aussi que les peuples européens sont très diversifiés dans leur comportement politique. Aussi convient-il d'envisager d'abord une unification politique européenne à forme fédérale.

Pour nous, l'unité de l'Europe est une étape vers l'unité de l'Occident. Nous ne sommes donc pas animés par un anti-américanisme viscéral. Nous voyons dans les Etats-Unis une manifestation du dynamisme créateur de l'homme occidental. Nous savons, certes, qu'ils sont soumis à une idéologie déréalisante, et connaissent certains aspects de décadence. Mais nous en rendons responsable les affairistes et l'intelligentzia marxiste qui y règne, et non pas le peuple américain lui-même.

Croyez bien que nous appliquons depuis bien longtemps votre conseil de rechercher des éléments jeunes. Cependant, nous nous refusons

à toute lutte de générations, sachant qu'il y a parmi nos aînés des hommes de courage et de lucidité. La confiance qu'ils nous témoignent est précieuse.

E.-A.



« J'ai bien apprécié, dans le numéro d'Europe-Action de décembre 1965, les cinq passages relatifs à mes écrits, et je vous en remercie d'autant plus que, si je devais compter sur les comptes rendus de mes collègues, mon œuvre serait inconnue du grand public, en dépit du fait que mon *Traité de la Connaissance* commence à être cité dans les manuels.

J'achève un ouvrage qui plaira particulièrement à votre groupe sur la *mentalité qui a créé la civilisation occidentale*. Il faut « décomplexer » les Occidentaux, et les libérer de leur mauvaise conscience à l'égard du Tiers-Monde, et des autres civilisations orientales. L'ouvrage doit en principe paraître en quatre langues : anglais, français, allemand, espagnol, ce qui en reculera la publication à deux ans environ ».

Professeur Louis ROUGIER.
Paris

Tous nos lecteurs connaissent le professeur Rougier, pour avoir lu ses ouvrages, dont nous avons parlé à bien des reprises. Nous sommes particulièrement heureux de recevoir aujourd'hui son encouragement. La lutte qu'il a menée toute sa vie contre les pseudo-penseurs contemporains, la logique positive qui inspire toute son œuvre, sont pour nous la meilleure des justifications.

E.-A.



« Vous faites, dans le n° 103 de l'hebdomadaire un parallèle Franco-De Gaulle. Je ne le trouve valable que sur quelques points. Il est insultant pour Franco qui n'a jamais manqué à l'honneur, fait tirer sur les nationaux, pris l'initiative de brader les colonies espagnoles, fait fusiller des patriotes. Il est facile

d'écrire que Franco a trahi la Révolution. A-t-il été jamais phalangiste ? »

Jacques G.
Saint-Etienne

Les milieux nationaux sous-estiment en général les aspects profondément négatifs du franquisme. L'Espagne a pourtant pris depuis quelques années un sérieux virage. On a pu en saisir toute l'ampleur en lisant un supplément dythirambique de 48 pages que lui a récemment consacré l'hebdomadaire marxiste Jeune Afrique.

Dès la fin de la guerre civile, profitant de la mort des principaux chefs de la Phalange, Franco (qui n'y appartient jamais), tentait déjà de lui ôter sa puissance en la forçant à fusionner avec les éléments conservateurs et traditionalistes. Aujourd'hui, figée dans le paternalisme réactionnaire, soumise à la férule de l'Opus Dei, l'Espagne a renoncé à sa vocation. Elle est colonisée par les capitaux américains (ils ont fourni 47,80 % des investissements espagnols des onze premiers mois de 1965 !). Ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas d'être avec l'Union soviétique, de se refuser à observer le blocus établi contre Fidel Castro.

Sur le plan colonial, Franco a fait comme De Gaulle, mais moins brutalement. En 1958, Franco fut le seul chef d'Etat européen à se prononcer pour l'autodétermination des pays arabes. Deux ans plus tôt, il a donné l'indépendance au Maroc espagnol (zone nord d'abord, puis zone du Dra). Hier, il traitait avec les chefs rebelles de Guinée. Aujourd'hui, il négocie avec Rabat et Nouakchott le « larguage » de la Mauritanie et du Sahara espagnols.

Tout cela est bien regrettable, et il y a lieu de le déplorer. Mais ce serait une erreur de vouloir le nier pour conserver des images qui appartiennent désormais au passé.

E.-A.



Nous demandons à notre correspondant de Beauvais, qui signe M. George (lettre du 5 décembre 1965), de bien vouloir nous communiquer son adresse afin qu'il nous soit possible de lui répondre.

EDITORIAL



POUR la rentrée de septembre, les lecteurs d'EUROPE-ACTION ont constaté que leur magazine avait gardé les huit pages supplémentaires de notre numéro spécial d'été. Moins de six mois après cette étape, nous en franchissons encore une autre et augmentons à nouveau notre journal de huit pages.

Mais nous visons beaucoup plus haut. Nous visons très exactement à mériter le sous-titre de notre revue et à devenir, véritablement, dans tous les domaines, le magazine de l'homme occidental.

C'est dire qu'aucun aspect de la vie ne doit nous échapper. Et que nous entendons de plus en plus nous intéresser au monde moderne : nous nous gardons bien de le rejeter, comme feraient des conservateurs ou des réactionnaires.

Le nationalisme n'est pas l'ignorance et encore moins le mépris. Il est, au contraire, une manière de saisir la totalité du monde et d'apporter des réponses à toutes les questions que se posent les hommes et les femmes d'aujourd'hui.

Ces questions sont aussi bien d'ordre professionnel que scientifique, littéraire, historique, familial, économique... La politique n'est qu'un aspect. Qu'on ne nous fasse pas dire qu'elle n'est pas un aspect important et que nous cherchons à mener quelque opération de « dédouanement ». Au contraire. Nous intéresser aux activités les plus variées n'est pas démissionner devant nos responsabilités politiques. C'est les accroître et introduire dans la politique une dimension nouvelle.

Ainsi de cette affaire Ben Barka qui fut le thème d'une réunion du Comité d'Europe-Action de Paris, réunion au cours de laquelle François Brigneau prit la parole aux côtés de Dominique Venner.

Nous pouvions facilement prévoir que le général De Gaulle allait enterrer l'affaire et la ramènerait, comme tout, à lui-même, pour y voir seulement une attaque personnelle émanant de l'opposition, une revanche de Vichy et de l'O.A.S.

Le militaire qui a fait enlever Ben Barka, ce n'est pas le général Oufkir, c'est le colonel Argoud... Il fallait y penser.

Mais, enfin, le général De Gaulle a quand même fait un aveu de taille, le 21 février. Il a évoqué les « groupes spécialisés » de la Résistance et les « éléments clandestins » de la police et avoué que ces hommes avaient parfois quelque « nostalgie ». Il n'est question de rien d'autre.

Le Chef de l'Etat a lancé avec la moue qu'on lui connaît le mot de « barbouzes ». Il a fait rire les journalistes en prononçant James Bond comme à l'école Berlitz. La pirouette était habile.

Mais quel abîme entre ce Régime et nous ! Notre idéal ce n'est pas le Gorille des romans de la série noire, c'est cette déesse grecque qui veille de ses yeux de pierre sur l'avenir de notre monde.



EUROPE ACTION



QUATRE SEMAINES DANS LE MONDE

L'AFFAIRE Ben Barka a été qualifiée par le général De Gaulle de « restreinte et médiocre ».

C'est un enterrement. Le temps passera, puisque la justice n'est pas passée. M. Morvan se remettra de ses émotions, le commissaire Caille recouvrera la santé, M. Leroy la mémoire, Lemarchand retrouvera ses « occupations », Aubert sa Légion d'Honneur, Papon ses pensées cartésiennes, le général Oufkir son « honneur d'officier », le « Don Camillo » sa clientèle. Le Régime respirera.

En vérité, tous sont mouillés dans l'Affaire, même s'ils la dénoncent. J.J. Servan-Schreiber est une vieille connaissance de Lemarchand; Mitterrand traîne encore les fantômes de l'Observatoire, Michel Debré les échos du Bazooka. Voilà la gravité de l'Affaire Ben Barka. Stavisky ou Panama, c'était le scandale de quelques hommes. Tandis que ce scandale ci braque toute la lumière, un instant, sur la conception même de l'Etat gaulliste, sur les origines et la nature de son pouvoir. Il est plus grave que Frey, Papon, Simbille ou Bouvier se soient tus pour couvrir un Etat, plutôt que pour sauver un homme. Quelle est donc la valeur de l'Etat, qui doit sa pérennité au silence de ses commis sur une affaire de gangstérisme politique ?

DEBRE JOUE ET GAGNE.

L'Affaire a ses conséquences inattendues. Ainsi a-t-elle fait rebondir la guerre des clans qu'abrite l'Elysée. En clair, elle est venue servir à point le jeu des partisans de M. Debré, contre ceux de M. Pompidou. Debré a-t-il ou non averti De Gaulle dès la mi-novembre ? A-t-il assuré son retour au Pouvoir sur l'accusation en règle des « négligences » Frey-Pompidou ? Peut-être. Une chose est certaine : l'Affaire a été un argument de poids dans le duel que, depuis des années, se livrent les deux Premiers Ministres.

Deux porte-plumes de Debré ont ouvert le feu. Philippe de Saint-Robert, dans *Combat*, en assurant que la survie du gaullisme passe par la retraite de son naufrageur, M. Pompidou, « l'homme au sourire en banane ». Maurice Clavel, dans *le Monde*, en reprenant au refrain : il faut que le gaullisme change de gouvernement, sinon le pays changera de Régime. Pour insolence, les deux journalistes se sont fait donner sur les doigts par François Mauriac, dont les hésitations avaient été dissipées par M. Roger Frey. Clavel, chevalier du Graal gaulliste, s'est alors retiré d'une politique à l'emblème de la barbouze. Philippe de Saint-Robert a répliqué : qui donc dessert le régime de moi ou de M. Lemarchand ? Il se sentait fort d'une décision d'Etat : M. Michel Debré peut maintenant présider les réunions inter-ministérielles.

LES GRANDES MANŒUVRES DU MARAIS.

Mais ce qui satisfait l'aile monarchique du gaullisme inquiète son aile « sociale ». La présence de M. Debré, l'humour noir d'un « plan social » qui se traduit par une augmentation générale des prix, irrite un peu l'U.D.T. Les gaullistes de gauche n'ont qu'un représentant au gouvernement, le général Billotte. Alors ils prennent leurs distances, et s'amuse pour la forme à jouer de l'ouvriérisme dans les allées du Pouvoir. Dans *Notre République*, René Capitant juge finalement médiocres les résultats de décembre. Il se demande si, après tout, l'U.D.T. a eu raison de fusionner avec l'U.N.R., et envisage de lui rendre son autonomie « si quelque nouvelle divergence grave venait à opposer deux courants au sein du gaullisme », c'est-à-dire qu'il propose de consacrer toute scission qui s'amorcerait. Mieux encore il en prendra l'initiative si la « réforme sociale espérée n'arrive pas. La réforme étant simplement la nouvelle version de l'association « capital-travail » régimiste : le plan Loichot, présenté dans l'amendement Vallon.

Tout cela traduit une profonde inquiétude. Le nouveau septennat commence mal. Les regroupements politiques prouvent que chacune pense à l'après-gaullisme et aux législatives. Le 20 juillet dernier, Jacques Baumel confiait à la presse anglo-américaine : « l'U.N.R. prépare dès maintenant son élargissement ». Depuis, les conciliabules se sont multipliés. Mais n'en est pas sorti grand-chose. Partagé en U.D.T., giscardiens, orthodoxes, monarcho-gaullistes, indépendants tendance Marcellin, le parti du Pouvoir ne peut plus envisager qu'une sorte de fédération gaulliste. Nous saurons dans quelques semaines s'il y pense vraiment.

Enfin, il y a Giscard. Evincé du gouvernement-bis, l'ex-grand argentier se tient en réserves. Il sait que de son attitude dépend en grande partie l'avenir de cette éventuelle Fédération. Il se veut libéral, centriste, européen.

Le programme n'a rien d'original. Ni de compromettant. Les candidats au centrisme libéral abondent : Lecanuet, Tixier, et même *l'Esprit Public* qui doit fusionner incessamment avec *le Courrier des Démocrates*. Ce qui pose un problème au futur Centre Démocrate ? Denis Baudouin, qui en est devenu secrétaire s'est inquiété dans le *Journal des Indépendants* : le centre-gauche est bloqué par une éventuelle U.D.T. autonome, et ne s'engagera pas dans la nouvelle formation. Celle-ci est donc contrainte de loucher vers le centre-droit, mais alors elle tombe sur Giscard qui ne se prive pas d'attaquer M. Lecanuet. Alors ? Les jeunes ? Ils ont empêché Lecanuet de parler à la Mutualité le 7 février. Il y aurait bien l'extrême-droite ? Mais ce serait un risque plutôt qu'un soutien, risque dont il faut se

défaire. C'est ainsi que le mouvement Pujade n'ayant pu obtenir le paiement politique de ses positions électorales, a fait son entrée dans les rangs du Régime.

LE NATIONALISME POUR LE PROGRES.

Le Marais est en tractations. La gauche est triste : elle a lu tous ses livres. Le Comité Tixier-Vignancour, quant à lui, a disparu. Cela s'est passé au cours d'un Congrès agité, le 23 janvier. Les querelles de personnes ont primé sur les décisions politiques, et MM. Le Pen, Brigneau, Holeindre, Le Coroller et quelques autres ont préféré ne pas se perdre dans les méandres centristes à cette enseigne. Il y avait dans la salle des Militants. Ils sont rentrés chez eux, amers.

Pas pour longtemps. Le lendemain du Congrès, un « Manifeste du 24 janvier » était lancé par les animateurs de la « Délégation de la Région Parisienne » de l'ancien Comité. Il proposait la poursuite du combat « autour d'une organisation militante ; d'une idéologie nationaliste ouverte à l'Europe, capable d'apporter une solution aux problèmes de l'avenir, et de s'opposer efficacement aux marxistes et à la technocratie capitaliste ». 122 anciens responsables T.V. le signaient aussitôt en se proposant de prendre contact avec divers représentants de l'Opposition Nationale.

C'est cette confrontation qui eut lieu durant une Journée Nationale, le 30 janvier. A son issue, l'accord s'étant fait sur des options précises et des thèmes fondamentaux, fut créé le Mouvement nationaliste du Progrès. A sa tête, un Comité provisoire comprenant des Militants et des Responsables, délégués par une dizaine d'organisations nationales et nationalistes a été chargé de préparer un Congrès Constitutif, les 30 avril et 1^{er} mai prochains. Mais le Mouvement fonctionne d'ores et déjà. Les Comités Europe-Action ont fusionné avec lui et mis à sa disposition leurs locaux parisiens. La Fédération des Etudiants Nationalistes a accepté d'être sa section étudiante. Ce sont de bons gages d'avenir.

LA BATAILLE DES FLANDRES.

Quelques jours plus tard, les grèves de Zwartberg, aux charbonnages du Limbourg, montraient que Nationalisme, Europe, et revendications populaires pouvaient aller ensemble.

Sous prétexte d'« improductivité », les technocrates voulaient supprimer des écluses économiques sans les harmoniser avec les structures. Les mineurs s'y opposaient. Ils sont descendus dans la rue, et se sont battus. Deux d'entre eux, un Hongrois et un Flamand, sont morts assassinés par la troupe. C'est un gouvernement de coalition socialiste qui a fait tirer sur eux. Alignés sur le Pouvoir, ce sont les syndicats qui ont tenté de casser la grève. Il est caractéristique en revanche que ce soient les nationalistes flamands qui aient encadré le mouvement, et que ce soient les étudiants qui l'aient soutenu. La même chose s'était passée durant la grève des mineurs français de 1962. A Paris ou à Bruxelles, le Régime est bien le même.

Et voilà d'ailleurs que le dernier puits de Decazeville vient d'être fermé. Ce n'est pas un point isolé. Au Creusot, aux hauts-fourneaux de Chasse-sur-Rhône, dans tous les secteurs métallurgiques, la situation est préoccupante. La crise des chantiers navals due à une restriction du trafic née de la décolonisation, reprend de l'ampleur. L'affaire des chantiers et ateliers de Provence en témoigne. Partout, le Régime peut uniformiser l'individu, sacrifier à la Production, indifférencier les circuits.

Que font alors les syndicats ? Hé bien, les grèves de Flandres les intéressent beaucoup moins que les rendez-vous de l'Élysée. C.G.T., C.F.D.T., F.O. C.G.C. répondent avec bonne humeur aux convictions de M. Michel Debré. L'U.D.C.A. elle-même envoie, à l'Élysée, un de ses commettants chercher la « représentativité » qui la désarmera. En revanche, accusé de « collaboration de classes » par *l'Humanité*, M. Pierre Le Brun a démissionné de la C.G.T. Il y était secrétaire confédéral. Cela signifierait-il un durcissement de la centrale communiste ? Pas même. Après l'accord de novembre qui la liait à la C.G.I.L. italienne, la C.G.T. a passé le 10 janvier avec la C.F.T.D. un nouvel accord. Celui-ci dépasse de loin le cadre de l'unité d'action revendicative. Il confirme une nette tendance au réformisme. C'est *Entreprise* qui l'a constaté : « la modération relative de la C.G.T. restera un des traits majeurs de la confrontation sociale de l'hiver, puis des affrontements du printemps ». Et de donner les causes : visite de De Gaulle à Moscou, élections législatives en mars 1967 — ou avant. Les travailleurs attendront.

DES ARMES POUR ISRAEL.

Ainsi de l'affaire des fusées françaises au Moyen-Orient. Voici quelques semaines, le *New-York Times* signalait un renforcement de la coopération franco-israélienne. En fait, celle-ci n'a jamais cessé, et l'on n'a pas attendu pour la poursuivre, que M. Guy Mollet vienne consciencieusement dire à la télévision qu'il était prêt à refaire l'opération de Suez. Cette fois cependant, affirmait le journal américain, il s'agirait de la vente à Tel-Aviv de 30 fusées sol-sol dérivées du modèle Topaz. Portée : 800 kms. La France a confirmé, mais en précisant que les responsables étaient des firmes privées : Sud-Aviation, Nord-Aviation, Air-Equipement, etc... Mais comme les firmes en question ne peuvent réaliser de tels accords sans l'autorisation de l'Etat, cela revient exactement au même. On peut donc considérer que l'intéressé principal a reconnu ce qu'un numéro spécial d'*Europe-Magazine* laissait déjà prévoir l'été dernier.

Le Pentagone a sans doute voulu justifier ainsi ses livraisons d'armes aux pays arabes. Bien sûr, ces marchés cherchent surtout à éviter que le Maghreb aille s'approvisionner auprès de l'U.R.S.S. Mais de cette façon, ils apparaissent comme une manière de rétablir l'équilibre des forces au Moyen-Orient ! Du même coup, la manœuvre risque de compromettre un peu la position française chez les Arabes, que les Américains ne voient pas d'un bon œil s'accrocher dans les trains élyséens.

A QUI LE SUD-OUEST AFRICAIN ?

Autre question qui pourrait rebondir ces prochaines semaines : l'affaire du mandat d'administration du Sud-Ouest africain.

En 1920, ce territoire d'Afrique australe était confié à l'Afrique du Sud par la Société des Nations, en vertu du traité de Versailles. Prétoria en prenait aussitôt le contrôle et entreprenait son développement. Or, depuis 1950, un litige oppose la République d'Afrique du Sud à l'Ethiopie et au Libéria. Au nom du Tiers-Monde, ces deux pays veulent soustraire le Sud-Ouest Africain au mandat sud-africain. Ils estiment, la S.D.N. ayant disparu, que l'O.N.U. a maintenant droit de regard dans les affaires du pays. L'Angleterre qui, en 1935, arguait des intérêts sud-africains dans ce territoire pour ne pas le restituer à l'Allemagne hitlérienne, les appuie évidemment ! L'Afrique du Sud, bien entendu, n'est pas de cet avis. Elle conteste que l'O.N.U. ait juridiquement succédé à la S.D.N., et refuse de laisser le contrôle d'un pays en plein essor aux universalistes new-yorkais.

L'affaire est soumise depuis 1950 à la conscience universelle incarnée par la Cour internationale de la Haye. En 1962, cet organisme s'est déclaré compétent en la matière. Il affirmait de son ressort de faire cesser la « discrimination raciale » qu'il croyait pouvoir discerner sous le régime d'Apartheid en vigueur au Sud-Ouest africain. C'est alors que se place un coup de théâtre dont la presse européenne n'a pas soufflé mot.

Le 30 mars 1965, Prétoria invitait la Cour à désigner une mission d'information pour étudier la situation sur place. Mais à une condition : que les délégués visitent aussi les bons apôtres de l'accusation, l'Ethiopie et le Libéria. Aussitôt, les deux pays abandonnaient subitement toutes leurs récriminations, exception faites de celles concernant la validité juridique du mandat sud-africain. Que s'était passé entre-temps ? L'avocat sud-africain avait simplement soumis à son confrère adverse M. Ernest A. Gross, membre du « Conseil des Tensions Mondiales » de New-York (président : Everett A. Clincy, prêtre presbytérien passé au parti communiste) un rapport du professeur Stephan Possony, de l'Université de Stanford (Californie). Selon ce rapport, quarante membres de l'O.N.U., dont l'Ethiopie et le Libéria, appliquent dans leur propre pays un régime de discrimination raciale !

La conscience universelle était remise à sa place. Nous en sommes là, il n'y a plus qu'à attendre le jugement de la Cour. L'incident lui donne d'avance toute sa valeur.

M. WILSON VICTIME DES SANCTIONS.

C'est également d'Afrique du Sud que vient l'essentiel de l'aide pétrolière à la Rhodésie. Des associations, des clubs, ont mis en place, de Prétoria à Johannesburg, tout un réseau de collectes et de dons. Le pétrole est ensuite conduit à Salisbury et

les camions-citernes débouchent dans les rucs, régulièrement acclamés par la population. Au Cap, le Dr Verwoerd a même interdit aux filiales sud-africaines des sociétés pétrolières internationales de suivre leurs maisons-mères dans le boycott anti-rhodésien. La Rhodésie a maintenant des réserves pour au moins six mois. Et là vie se déroule normalement à Salisbury. Tandis que ceux qui voulaient l'affamer font maintenant grise mine.

En Angleterre il est révélateur que M. Harold Wilson n'ait pas profité de son succès à l'élection partielle de Hull pour accentuer sa politique de sanctions. C'est qu'après quatre mois d'application sans résultats, il a appris à en connaître le prix. Le seul pont aérien pour fournir en pétrole la Zambie revient chaque mois à un million de livres ! Fin décembre, M. Smith offrait à la Zambie un arrangement mutuel, selon lequel il levait la taxe de 5 livres par tonne de charbon, que l'annonce des sanctions l'avait amené à décréter. Assurée de l'aide britannique, la Zambie refusait le 2 janvier. Elle s'en mord les doigts aujourd'hui.

M. Wilson subit aussi la pression des affairistes. D'accord au début pour des sanctions contre la résistance rhodésienne, les industriels se sont aperçus, depuis, que des concurrents étrangers profitaient des places vides laissées sur les marchés. La visite à Londres de Sir Hugh Beadle, président de la Cour Suprême de Rhodésie, les propos tenus à leur retour par des députés partis en voyage à Salisbury, le mécontentement grandissant de la City, la soudure des communautés rhodésiennes derrière Ian Smith, l'attitude de plus en plus critique des conservateurs depuis le voyage de M. Selwyn Lloyd en Rhodésie, tout concourt à des négociations. Mais des négociations demandées à M. Smith par M. Wilson ! Voilà l'effet de sanctions dont l'issue devait être exactement inverse.

FIDEL CASTRO PART EN GUERRE.

La logique africaine est un peu spéciale. A Lagos (Nigéria), Sir Abubakar Tafewa Balewa requiert avec M. Wilson contre l'instabilité rhodésienne. Avec un accent « très Oxford », veut bien nous préciser la presse. Dix jours plus tard, le Nigéria est victime d'un coup d'Etat et M. Balewa est très communément émasculé, puis assassiné. Il en est de même partout dans le Tiers-Monde : ainsi les Chinois, grands inquisiteurs contre Washington viennent-ils de se voir traiter d'alliés des Américains. Par M. Fidel Castro.

Après avoir dénoncé la moitié du monde, M. Castro vient en effet de s'attaquer à l'autre. La Tricontinentale de janvier s'est à peine achevée. Les délégués sont rentrés chez eux. L'« organisation révolutionnaire latino-américaine » est née. Et voilà que Cuba, qui pensait avoir conjuré le conflit sino-soviétique, s'aperçoit que la Chine n'a mis son silence à profit que pour faire sa propagande auprès de l'armée cubaine ! Au peuple de la Havane qui ne s'étonne plus de rien, Castro a donc annoncé que Pékin est objectivement l'allié de Washington, puisqu'il tente d'affamer Cuba, et qu'il essaie de rallier l'armée castriste dans le dos de ses dirigeants.

La Chine a-t-elle commis l'erreur de rompre l'équilibre alimentaire qui permettrait à Castro de ne pas débattre publiquement des querelles socialistes ? Lui a-t-elle effectivement supprimé le riz qui suppléait jusque-là à la faillite de sa socialisation agricole ? A-t-elle voulu passer par-dessus le castrisme pour devenir le chef de file des communistes d'Amérique latine ?

Le fait est que voilà Pékin accusé d'aider le président Johnson ! Comme c'est le reproche habituel que les Chinois font à Moscou, cela donne la mesure du vocabulaire marxiste. On est toujours l'impérialiste de quelqu'un. Pourtant en dernière analyse, l'invective profite à Moscou. Le Kremlin peut ainsi montrer que la critique n'a guère de sens politique. La réaction ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : M. Patolichev, ministre soviétique du commerce, était à Cuba au moment où Castro déclarait guerre aux Chinois. Il a payé l'argument d'un accord commercial.

Que peuvent faire les Chinois ? A première vue, il leur est difficile de renvoyer le grief à un pays soumis au blocus américain. Mais, d'un autre côté, il est sûr que Washington préfère avoir un régime pro-soviétique à 100 kms de la Floride, plutôt qu'un régime pro-chinois. Il est encore trop tôt pour savoir s'il réagira en ce sens. Mais il est remarquable que les partisans de la Chine, eux-mêmes, ne débordent pas d'enthousiasme devant la diplomatie chinoise. C'est M. Béchir ben Yahmed qui le déplore dans *Jeune Afrique*. C'est François Maspéro, qui lui reproche dans *Partisans* de « confondre la lutte sur les deux fronts, extérieur et intérieur, de rejeter dans le camp ennemi quiconque semble ne pas rompre absolument, totalement avec le révisionnisme ».

CHINOISERIES MILITAIRES.

La Chine intervient dans l'armée des autres. Ce qui ne signifie pas qu'elle n'a aucun problème avec la sienne. Au contraire, puisqu'un conflit vient de survenir entre son parti et ses militaires. Rien là qui lui soit propre. Hitler et la Wehrmacht, le Kremlin et l'Armée Rouge, et jusqu'à l'O.A.S. et l'armée française, le sens politique ne paraît pas imprégner les armées à un bout du globe plutôt qu'à un autre.

Il s'agissait de savoir si l'armée allait diriger le parti, ou bien le contraire. D'où le conflit des colonels et des commissaires. Mao appuyait, évidemment, le parti. Il avait raison. Mais les militaires, qui se sont vus successivement retirer leurs grades, leurs rites, et leurs décorations sous prétexte d'uniformisation marxiste, commencent à ronchonner sérieusement. Le remplacement du chef de l'aviation, tué récemment, par un commissaire politique, M.

Wu Fah Sien, puis l'intervention pour asseoir l'autorité du précédent d'une autre tête politique, M. Lo Jiu Tching, pourrait bien avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Sur ce plan, l'Armée a tort. Il y a un second plan, sous jacent. Il réside dans l'hésitation logique des militaires devant les affirmations du chef Mao, selon lesquelles la conscience socialiste fait éclater les « tigres en papier » de l'impérialisme nucléaire. Là, les militaires, qui connaissent l'aspect technique de la question, haussent les sourcils. Et cette fois, ils voient juste. Les directives de Pékin n'affirment pas la force des idées. Elles prétendent assujettir la réalité, ignorée ou niée selon les convenances, à des postulats assésés dogmatiquement par le successeur du Khan en ses conseils.

LA RUPTURE AU CONGRES ?

Moscou saisira-t-il la perche que lui tend Castro, et l'occasion que lui offre l'armée chinoise ? Ce serait le moment de rendre le conflit sino-soviétique irrémédiable et sans espoir de réconciliation.

La ligne anti-chinoise n'a jamais varié à Moscou depuis l'éviction de M. Khrouchtchev. Pour des raisons d'antagonisme racial, d'abord. Pour les intérêts économiques, énormes, que l'U.R.S.S. possède dans ses territoires d'Asie, aussi. Les richesses en énergie, en pétrole, en charbon, de la Sibérie à la Yakoutie, sont considérables. Le Kremlin ne peut se permettre de voir les Chinois mettre la main dessus. C'est leur réserve. C'est aussi, pour leurs nouveaux technocrates, l'équivalent du marché vierge que leurs homologues occidentaux se sont créé en Afrique. Et c'est pour assurer la domination russe sur ces marches-frontières que M. Brejnev a été, à Oulan-Bator, signer le renouvellement du traité soviéto-mongol. C'est pour cela, mais à plus long terme, qu'ont eu lieu les missions de MM. Chelepine, auprès des dirigeants Nord-Vietnamiens, et Kossyguine, à Tachkent, pour réconcilier en territoire ouzbek l'Inde affamée et le Pakistan épuisé.

Les hommes du Kremlin agissent comme s'ils préparaient la rupture. Un long rapport sur les relations sino-soviétiques a été lu dans toutes les cellules du parti russe. Un message sur ce thème a été envoyé aux partis d'Europe orientale. Et c'est peut-être pour transmettre un tel memorandum que le doctrinaire Souslov, assistait au 11^e Congrès du plus important P.C. occidental, le parti communiste italien.

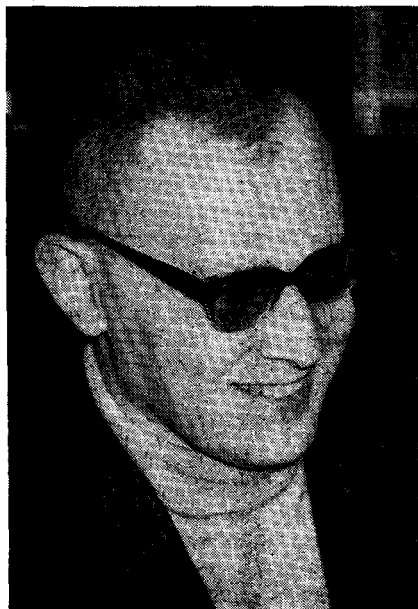
Tout se jouera peut-être au XX^e Congrès du P.C.U.S., qui s'ouvre à Moscou le 23 mars. La déstalinisation sera-t-elle poussée à son terme ? Il faut le prévoir, mais aussi le souhaiter. La rupture définitive de l'U.R.S.S. et de la Chine implique obligatoirement l'effacement des idéologies derrière l'ouverture d'un nouveau front de combat contre le Tiers-Monde. Ce serait peut-être, dans un avenir encore lointain, la véritable coexistence pacifique.



Fabrice LAROCHE



**DOMINIQUE
VENNER**



MYTHES ET FAITS



EN mars dernier, lors des élections municipales, on pouvait découvrir dans Marseille, grâce aux vastes inscriptions qui ornaient les murs, que Gaston Defferre était un « fasciste ». Les peintres engagés qui se livraient ainsi à leur habituel travail d'éducation des masses nous avaient appris en d'autres temps que Léon Blum s'apparentait à Hitler et que Guy Mollet était le prototype du nazi.

On est toujours le fasciste de quelqu'un, la chose est connue. C'est un moyen simple et sans danger de se débarrasser d'un adversaire ou d'un gêneur. Nous serions sans mérite si nous échappions à cette règle. Ainsi donc, après avoir été présentés par les uns comme « communistes » (?), nous étions, il y a peu de temps, qualifiés de « nationaux-socialistes » par un journal du soir, spécialisé dans le philo-gaullisme non dissimulé. Nous n'avons pas l'habitude de perdre notre temps à répondre à ce genre de propos ; mais, une fois n'est pas coutume et l'occasion nous étant offerte, disons en deux mots le fond de notre pensée sur la question.

Inutile de s'appesantir sur le folklore. Le conseil de rédaction d'Europe-Action se réunit sans bottes et l'autre soir, lorsque nous prenions la parole avec François Brigneau pour dénoncer le scandale politique de l'affaire Ben Barka, nous ne portions ni chemises brunes ni brassards.

Parlons plutôt des idées. Le nazisme peut se résumer en trois points principaux dont le premier est le culte du chef. Dommage, mais nous n'avons guère de sympathie pour le « Führerprinzip ». Nous lui préférons celui du collège des responsables qui nous paraît convenir tant pour la conduite d'un mouvement que pour la direction suprême d'un Etat occidental. Nous ne pensons pas non plus que la pensée d'un mouvement trouve sa source et son incarnation dans un homme mais dans la communauté des militants.

Le National-Socialisme, c'est encore l'hégémonie d'une nation sur les autres. Nous travaillons, quant à nous à l'unité des nations européennes et des peuples d'Occident. Nous ne sommes pas des va-t-en-guerre. Nous luttons contre un régime qui suscite le chaos et conduit irrémédiablement à de terribles affrontements dans l'avenir.

Quant au racisme, dernier attribut de la panoplie du parfait petit nazi, s'il se définit comme l'agressivité et la violence vis-à-vis d'une autre race, alors c'est en Chine, en Algérie ou au Congo qu'il faut le chercher, auprès de tous ces braves gens qui rêvent de nous étripier, de violer nos femmes et de piller nos maisons. Mais, de grâce, qu'on ne retourne pas les rôles et qu'on n'accuse pas la victime, des crimes de l'agresseur !

Et, soit dit en passant, aucun d'entre nous n'a collaboré à « Je suis partout » comme le communiste Claude Roy, aucun d'entre nous n'a dirigé les Jeunesses de Doriot, comme M. Duverger, aucun n'a reçu la Francisque comme M. Mitterrand. Cela ne nous empêche pas de savoir qu'il y eut des hommes courageux dans les deux camps. Nous nous étonnons, de voir des journalistes, des moralités, des politiciens qui font profession de pacifisme et de fraternité, revenir avec une délectation suspecte sur les querelles affreuses du passé et rouvrir les plaies d'anciennes guerres civiles.

Pour clore le débat, rappelons que nous sommes en 1966, que la majorité de nos amis n'a pas dépassé la trentième année et que pour nous tous, le nom de Robert Brasillach, fusillé par les résistants et celui de Jean Prévost, tombé à la tête d'un maquis dans le Vercors, ont la même signification : celle de l'amitié, du courage et de l'exemple.



DOMINIQUE VENNER
ET
FRANÇOIS BRIGNEAU

A la tribune d'une réunion nationaliste

Nous sommes effrayés par l'inconscience des dirigeants de nos sociétés qui en sont restés à l'insulte et au maniement de mots creux. Ils se querellent sur la gauche et la droite alors que l'Occident — dont ils sont les maîtres pour l'instant — est en danger de mort.

Pour un homme blanc, il y a dans le monde trois hommes de couleur. Dans vingt ans, la proportion sera passée de 1 à 5. La Chine, qui compte actuellement près de 800 millions d'habitants devrait, dans cinquante ans, en compter 12 milliards. Or la progression économique, les capacités techniques des peuples de couleur ne suivent en aucune façon le rythme de leur démographie, bien au contraire. Nous voyons l'écart grandir entre la croissance de ces populations et leurs moyens. Cela signifie que ces peuples, de plus en plus nombreux, de plus en plus haineux, sont dès maintenant un facteur de chaos dans le monde et représentent un danger de guerre permanent. C'est là et pas ailleurs que se trouve le risque d'un conflit atomique. Il est en effet possible d'imaginer qu'un pays occidental menacé de submersion serait amené à utiliser ses armes pour survivre, puisqu'aucune solution n'est prévue pour endiguer à l'avance ce déferlement de haine.

A l'intérieur de nos pays occidentaux, l'immigration massive d'éléments de couleur, pour des raisons financières ou idéologiques, se développe. En France, il y a plus de 1.200.000 éléments allogènes, Nord-Africains, originaires d'Afrique Noire ou des Antilles. En 1980, un million de Noirs seront venus s'y ajouter. Nous pensons que cela constitue pour notre pays un événement tout à fait capital, car il est susceptible de rompre l'équilibre ethnique qui fait la base de notre communauté. Nous nous refusons, quant à nous, à être soumis au fait accompli d'une décision d'une telle importance, prise par des politiciens inconscients et totalement irresponsables. Il est inconcevable que le pays n'ait pas été consulté pour une telle décision. Nous sommes bien certains que si l'on organisait un référendum sur la question : « Voulez-vous de cette immigration ? », la réponse serait un NON franc et massif. Nous savons très bien que c'est par crainte de ce NON que les maîtres du régime ne poseront jamais cette question au peuple. Dès lors que l'on aborde les questions véritables, et non plus les pseudo-problèmes des partis, le Régime craint la volonté populaire.

De la même façon, nous subissons une effraction mentale permanente dans l'expression plastique ou musicale, dans l'urbanisme et l'architecture ; les directeurs de la conscience universelle éliminent nos propres expressions culturelles pour les remplacer par des créations artificielles nées dans l'abstraction de leurs cerveaux. Que diable ! nous ne sommes pas des cobayes destinés à satisfaire les rêves ou les expériences des idéologues mondialistes ! Pas davantage, nous n'avons à servir de piétaille aux grandes opérations financières des technocrates qui nous gouvernent ! Nous croyons, en revanche, que les richesses produites par le travail d'un peuple doivent lui permettre d'acquérir une vie plus belle, plus heureuse. Or, que voyons-nous ? Nous voyons des « agglomérations » que l'on n'ose plus appeler des villes. On y rencontre partout la même impression de tristesse et de crasse qui fleurit dans les salles malodorantes de nos lugubres « bistrotts ». La France est bourrée de jeunes. Où sont les stades ? Où sont les grandes aventures ? Notre Université, notre économie, notre recherche, notre politique sont celles de petits vieux. Nous servons des mandarins dont le seul souci est de préserver leur place.

Les faits sont là. Nous arrivons bons derniers dans toutes les compétitions sportives. Nos chercheurs sont réduits à travailler dans des greniers. Nos universitaires sont choisis « à l'ancienneté ». Notre production est incapable d'affronter la compétition européenne.

Nous ne sommes pas seuls, heureusement, à dénoncer le gâchis des énergies et le danger de l'anarchie généralisée. Jean Rostand ne parle pas autrement quand il montre les périls que l'inconscience des dirigeants fait courir à l'espèce par les risques de destruction de notre capital génétique. Le doyen Zamansky ne dénonce pas autrement la médiocrité désastreuse de notre enseignement. Le professeur Monod formule également la nécessité de révisions éthiques pour répondre aux besoins nouveaux de la vie.

Il y a pour la génération nouvelle une tâche gigantesque, autrement plus attirante que les vieux rabâchages. Nous avons à transformer de fond en comble notre Pays, mais cette transformation ne consiste pas à tout détruire. Elle consiste à le rendre à lui-même, en faisant en sorte que son cadre de vie soit adapté à ses besoins ; que l'originalité de l'individu, comme celle de nos communautés soit préservée. Nous avons à susciter un monde moderne qui soit en harmonie avec l'homme et le peuple qui lui donnent naissance. Préservant toutes nos particularités, il nous faut trouver, dans ces particularités, des raisons d'évoluer et de progresser.

Nous devons préserver de la dégradation nos sites merveilleux. Nous devons garder de l'étouffement idéologique l'expression de nos artistes. La jeunesse de notre Pays doit pouvoir se développer autrement que dans des caveaux poussiéreux. Nous avons à restituer le goût du risque et de l'entreprise. Vou-
lant donner à l'initiative et au dynamisme toutes leurs chances et dans tous les domaines, nous devons bâtir une organisation politique telle, qu'il soit impossible à des appétits démesurés et à des groupes d'intérêt trop puissants, d'imposer leur domination à notre communauté.



Cette organisation politique puisera sa force non pas dans de vaines constructions juridiques mais dans l'institution d'un ordre militant maintenant vivants l'esprit et la conception qui nous animent. Nous n'entreprenons pas en cela une œuvre impossible : A toutes les époques, dans tous nos Pays d'Occident, il s'est trouvé des hommes pour se consacrer par vocation au bien public. Dans le

passé, ils se sont accomplis aussi bien au travers d'institutions politiques que religieuses ou militaires.

Nous avons, enfin, à réaliser l'unité morale de l'Occident, en respectant la diversité de chacune de nos cultures. Pour ce faire, la construction de l'Europe est le plus sûr moyen. C'est l'existence de l'Europe qui, seule, peut nous empêcher de disparaître, sous la poussée d'un américanisme plus dynamique que chaque nation européenne prise isolément.

Ainsi compris, notre nationalisme peut se définir comme l'adhésion à la tradition occidentale, dans un cadre ultramoderne.

Bientôt nous aurons l'occasion de livrer bataille, sous nos couleurs, pour que dans notre vieil Occident retrouvé, on ne connaisse plus les luttes fratricides d'hier, pour que les combats ne soient plus ceux des bombes, mais ceux des stades et des Universités.

Dominique VENNÉ



Présente
en exclusivité
le témoignage
inédit de

BIAGGI

sur
Pierre
Lemarchand

Avocat, bien marié, père de famille, bourgeois hautement apparenté ; comment Pierre Lemarchand a-t-il pu, sans penser décroire, jouer dans la crise algérienne, en 1961-62, un rôle qui confond l'entendement des non initiés, des électeurs qui votent oui au référendum ou bien De Gaulle à la présidence de la République ?

En cela, pourtant, il est logique car dans sa doctrine, qui est aussi la nôtre, la crise algérienne était une guerre.

Qu'est-ce que la guerre, sinon l'intervention des valeurs et des mérites ?

Un homme tue son semblable ?



Jean-Baptiste BIAGGI
Avocat à la Cour
Ancien Député de Paris

Si c'est la paix, il aura droit à la guillotine ; si c'est la guerre, à une décoration.

Il est par contre logique pour Servan Schreiber, de s'indigner en 1966 du rôle des « Barbouzes » d'Alger, comme il s'était indigné des tortures prêtées aux parachutistes de la 10^e D.P. Il ne croit pas, lui, à la force subversive de la guerre.

Qu'il se soit indigné contre

les parachutistes pendant qu'ils agissaient, alors qu'il s'indigne seulement quatre ans après que les barbouzes aient achevé leurs exploits, ce n'est plus logique, c'est humain !

En « homme de gauche », modern style, il souhaitait la défaite des parachutistes et la victoire des barbouzes. Jacobins où êtes-vous ? Passons...

Reste l'inadmissible :

Si Lemarchand est excusable d'avoir utilisé en temps de guerre, certains moyens, affreux en soi, et hautement réprimés en temps de paix, il est impardonnable, quant aux fins poursuivies, précisément parce que nous étions en guerre, et qu'il en était pleinement conscient.

Lemarchand a accepté, en temps de guerre, de s'allier aux ennemis de la France, de se joindre à ces ennemis, égorgeurs de femmes et d'enfants, d'appuyer ses réseaux aux leurs, de les unir par l'emploi des mêmes moyens et plus encore par le même objectif : chasser d'une terre française, les enfants et le drapeau de la Patrie.

Cela est infiniment plus grave que l'abandon ; dans toutes les langues du monde cela s'appelle de la trahison : la Gestapo c'était cela et rien d'autre.

Ça aussi, il le savait que l'Algérie était une terre française : il s'est assez battu pour cette idée. Résistant il savait encore ce que c'est que la Gestapo.

Et ce que je dis de Lemarchand est vrai pour lui, pour ses chefs, pour ses pairs, pour ses complices, même pour ceux qui n'ont pas dénoncé, empêché, combattu le crime et les criminels.

Il y a là, je n'hésite pas à l'écrire, un crime conscient, voulu, prémédité et qui, hélas ! a payé !

Il y a là quelque chose d'implicite.

Comment ces gens peuvent-ils encore retarder l'amnistie, alors qu'ils en ont tant besoin ?

L'Agence Gaullards et Cie

Chapitre Premier : UN NOMME LEMARCHAND.

Où l'on apprend que M^e Lemarchand, avocat au Barreau de Paris, et dont il a été parlé au sujet de l'affaire Ben Barka, est impliqué dans d'autres méfaits. Où l'on s'explique le rôle qu'il a joué autrefois, éclairant d'un jour nouveau ses mobiles d'aujourd'hui. Où l'on suit enfin la terrible accusation d'un témoin fort gênant.



UN journaliste qui resterait toujours assis à sa table ne sera jamais un bon journaliste. Or, si l'existence des polices parallèles ne fait de doute pour personne, il faut légalement la prouver. Ce sont des journalistes qui ont mené la guerre contre les « barbouzes ». Ce sont eux qui vont réussir à confondre, malgré ses relations officielles et les hésitations du Conseil de l'Ordre des avocats, l'un des principaux chefs des réseaux spéciaux, M^e Lemarchand. A l'heure actuelle, sinon les dépositions de témoins *impliqués* dans l'affaire de l'enlèvement du leader marocain de l'opposition, Ben Barka, et les déclarations publiques ou privées de Georges Figon, le témoin central, « suicidé » mystérieusement, et celles d'un certain Colonel Foyer au journal *L'Express*, il n'existe pas de preuves légales suffisantes pour réduire M^e Lemarchand au silence. Alors on doit bien tenter de remonter un peu plus loin pour chercher dans la carrière « parallèle » de l'avocat des faits expliquant ou pouvant expliquer le rôle qu'il a eu en recrutant et en manœuvrant les kidnappeurs de Ben Barka.

Et très précisément, on se souvient d'avoir lu dans la presse le nom d'un certain Lemarchand à propos d'étranges affaires, au début de 1962.

Le 24 février 1962, un cortège se presse à l'enterrement de 7 personnes au cimetière de Santeny. Parmi ce défilé, le journaliste Jacques Derogy que des informateurs de la Préfecture de Police ont prévenu, reconnaît une femme, M^{me} Lemarchand. Qui est-elle vraiment ? Que fait-elle dans cette cérémonie ? Derogy prend des photos. Sur les croix de bois des tombes de terre battue, les noms des disparus, et puis quelques bouquets de fleurs tricolores. Qui sont donc ces curieux personnages ? Des agents spéciaux gaullistes ? Probablement, car leurs noms correspondent à ceux cités par des témoins de leurs activités en Algérie du mois de novembre 1961 au mois de janvier 1962. Mais les identités de ces « barbouzes » ne sont-elles pas fausses ?

Alors, il faut se rendre sur les lieux, à Santeny, interroger les habitants, le curé, le maire. On peut ainsi apprendre que les noms sont exacts, qu'ils correspondent à un état civil, à une famille. L'une d'elles demande et obtient le transfert d'une tombe. Ces barbouzes existent donc réellement. Mais ce ne sont que des morts... Il faut faire parler les familles, découvrir les circonstances dans lesquelles ces hommes ont été engagés. Si l'on sait que les tombes sont entretenues par des gardiens de la paix d'une Brigade de la banlieue parisienne, qu'elles sont fleuries par une 16^e Section parisienne de l'U.N.R., on doit finir par apprendre qui était en relation avec ces individus et, peu à peu, qui commandait leur réseau.



GILLES MERMOZ A VU



L'ACTEUR
Un rôle difficile

Dans l'affaire Ben-Barka, et la lutte de la presse pour détruire les services spéciaux de la Police politique, quatre journalistes se sont particulièrement distingués : Jacques Derogy, de L'EXPRESS, Daniel Guérin, de L'HUMANITE, François Brigneau, de MINUTE et Gilles Mermoz, de RIVAROL. Chacun a des méthodes d'informations particulières.

Ce dossier constitué, on sait donc : que les barbouzes ne sont pas des agents spéciaux en marge de la société, mais qu'ils utilisent leurs noms véritables et sont, par conséquent, des fonctionnaires rétribués par le gouvernement. Sur quels fonds ? Les fonds secrets, sans doute, alors, qui les détient ? M. Frey, ministre de l'Intérieur, M. Foccart, le secrétaire d'Etat ?... Dans l'administration, tout se sait à condition de chercher. Comme M. Frey et M. Foccart nient l'existence de polices parallèles, il y a un *intermédiaire*. C'est lui qui reçoit les fonds et paye ces agents, couvert de l'autorité du gouvernement. Si ces agents disparaissent au cours de circonstances exceptionnelles, il n'y a plus de témoins pour demander des comptes et peut-être même exercer du chantage sur la personne de cet intermédiaire.

Or, le 29 janvier 1962 à 16 heures, rue Fabre à El Biar (Alger), une formidable explosion provoquée par la mise à feu de 125 kg de plastic fait sauter la villa Andréa et tue au moins dix-neuf personnes, de même que le 17 janvier 1966 à 22 heures, rue des Renaudes à Paris, Georges Figon reçoit à bout portant une balle de 7,65 m/m dans la tête. A Alger, comme à Paris, des témoins disparaissent. En commun, ils ont le rôle trouble qu'ils jouent dans ces affaires politico-policieres. Les premiers luttent contre les combattants de l'O.A.S., le second a participé à l'enlèvement de Ben Barka. Ils disent aussi avoir un même « patron » : un nommé *Lemarchand*. Pour Figon, il n'y a plus aucun témoin possible. Et M^e Lemarchand, avocat, député U.N.R., se couvre de son ami Roger Frey pour nier toutes les accusations portées contre lui par Figon. S'il est difficile de faire parler le cadavre de Figon, on peut alors tenter de prouver que c'était bien le même Lemarchand qui dirigeait les « barbouzes » de la villa d'El-Biar. Comment ? C'est que, par malheur pour l'avocat U.N.R., trois témoins sont prêts à parler : Tislenkoff, Vinent et Gosselin, tout trois rescapés de la villa Andréa, torturés dans ses caves pour avoir combattu aux côtés de l'O.A.S. Eux sont prêts à témoigner contre Lemarchand sans crainte.

L'enquête, c'est *Gilles Mermoz* qui la conduit depuis quatre ans, sans laisser passer la moindre présomption de preuve, c'est lui qui a obtenu le témoignage de *Alexandre Tislenkoff* que nous publions intégralement, seuls de toute la presse.

Mermoz a rencontré Tislenkoff la première fois pendant une dizaine de jours à l'hôpital de Rouiba au mois de mars 1962. C'est là que ce rescapé des tortures de la villa Andréa lui a fait ses déclarations les plus importantes sur les faits. Depuis 2 ans, Tislenkoff, radio-technicien, est rentré à Nancy, sa ville natale. Depuis l'affaire Ben Barka, il a de nouveau entendu parler de Lemarchand. C'est grâce aux documents photographiques publiés par *L'Express* et *Paris-Presse*, qu'il a formellement reconnu en l'avocat le « patron » de ses tortionnaires de 1962.

A l'époque, Tislenkoff était responsable de l'A.P.P. de l'O.A.S. et il avait pour mission de réaliser les principales émissions-pirates.

Alger, Samedi 27 janvier 1962.

Les informations radio-diffusées de 13 heures sont troublées par une émission clandestine parfaitement audible dans tout le Grand-Alger. Tislenkoff, responsable de l'opération, a installé Cité Marty à Hussein-Dey, une antenne de 150 km de portée. Alexandre Tislenkoff rentre chez lui, rue de Galland à Kouba-Oasis et se couche vers 23 heures.

Dimanche 28 janvier 1962, 0 heure.

« Juste après minuit, j'ai été réveillé par des coups frappés à la porte et par des cris « Ouvrez ! Ouvrez ! » J'ai cru qu'il s'agissait d'amis et je suis allé ouvrir sans méfiance.

LE TEMOIN TISLENKOFF

Je me suis alors trouvé en présence de trois Vietnamiens et d'un Européen, qui me braquent leurs P.M. sur le ventre et veulent m'embarquer tout de suite. Je passe un pantalon et un manteau tandis que l'un des Viets et l'Européen raflent tout ce qui se présente : montre électrophone, magnétophone, radios.

Tout près, mon épouse, enceinte de deux mois, ne comprenait rien à ce qui se passait.

Dehors, deux voitures m'attendent : une *Aronde*, et une *Frégate* de couleur grise. On me fait monter dans la *Frégate*, à l'arrière, couché par terre, un bandeau sur les yeux. Je connaissais bien Alger et je pouvais malgré tout reconstituer l'itinéraire. Quand nous sommes descendus, je n'ai pas été surpris de me retrouver rue Fabre à El-Biar.

Le bandeau glisse de mes yeux. Un des Viets crie : Attention, attention ! Il va voir ! Il enlève le bandeau !... J'ai pris aussitôt des coups de crosse dans les reins. Ma première réaction a été mauvaise. Je leur ai lancé : Bande d'enfoirés ! Naturellement, ils ont continué à me rouer de coups. En fin de compte, je me suis retrouvé dans une cave avec une dizaine d'autres barbouzes, Viets et musulmans. Ils continuent à me cogner, coups de poing, coups de pieds ; ils jouent avec moi comme avec une balle. A certains coups, je reconnais que certains d'entre eux sont des *judokas*. Et en plus, au cours de la même séance, l'eurasien Susiki m'étrangle à l'asiatique, plusieurs fois à la limite de l'évanouissement.

Ce Susiki était un ancien adjudant, ceinture noire, 4^e dan, moniteur en 1955 de la Préparation militaire de Brécy, près d'Orléans. C'est mon ami Henri Vinent qui le connaissait à ce moment là et qui le reconnut à la villa Andréa.

Je reviens à moi quand un Eurasien, qui allait être un figurant dans le film *Les Barbouzes*, me place un couteau entre l'œil et la paupière : Si tu ne parles pas, on te l'enlève, me crie-t-on. La même opération se répète avec une cuillère.

Cela dure vingt minutes. Allongé par terre, le sang forme une sorte de boue rouge sur mon visage. Le thorax me fait souffrir. J'ai plusieurs côtes fracturées, déjà.

On me relève et on me place face au mur. Le sang coule, de tous les côtés. Jusque-là, on ne m'a encore rien demandé. Mais pendant le trajet d'Alger à la villa ils m'ont dit : Tu fais partie de l'O.A.S., tu fais les émissions-pirates !

Face au mur, j'entends derrière moi, en français correct :

— On sait que tu fais partie de l'O.A.S. Tu vas nous dire qui sont tes chefs... Où est Salan ?

J'ai répondu que je n'étais pas dans l'O.A.S.

Ils m'ont replacé le couteau sous la paupière, comme avant. L'homme qui avait posé la question était un Tunisien, Jim Alcheik. Il était moniteur de judo à Paris. C'est dans une publication de judo que j'ai lu l'annonce de son décès à El-Biar.

C'est encore lui qui m'a expliqué au cours d'un interrogatoire :

— On dépend directement de la Présidence du Conseil. On fait tout ce qu'on veut. On passe sur tout. Je peux te tuer. Personne ne me demandera de comptes. La police légale, je m'en fous !

Alcheik m'interroge encore. Je nie. Henri Vinent arrive. Il appartient à mon équipe, « Moineau ». Il est lui aussi aux mains des barbouzes. Il m'annonce qu'ils sont prêts à nous descendre tous les deux. Je me prépare à leur faire perdre du temps, selon les techniques F.L.N...

— J'ai agi sous la menace, je leur dis, on m'a forcé... Mais mon chef, « Moineau » va venir chez moi pour faire une nouvelle émission. Si vous tendez une embuscade, vous avez une chance de l'arrêter.

À trois heures du matin, la nuit du samedi au dimanche, les barbouzes finissent par me ramener chez moi pour arrêter Moineau !



LES MINISTRES
Un jeu difficile

Derogy a des petits copains informateurs dans tout le milieu depuis longtemps. Guérin fait préparer ses dossiers par les cellules communistes de la P.P. qui travaillent fort bien dans la « guerre des polices ». Brigneau a été l'un des premiers à rencontrer Figon et c'est lui qui a obtenu la seule déclaration sérieuse du témoin. Mermoz suit les barbouzes depuis l'O.A.S., et ce, dans la rue, à la trace.

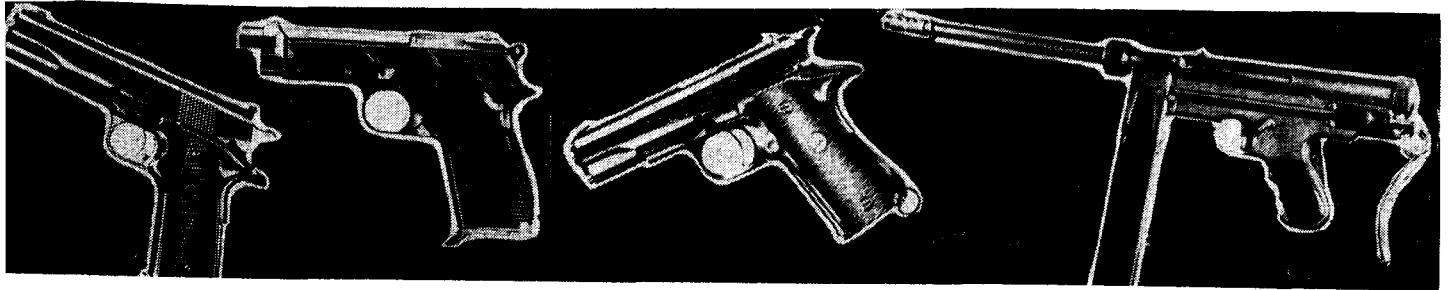
TISLENKOFF ACCUSE

Dimanche 28 janvier, 3 heures.

Quatre Viets et trois Européens sont chargés de me raccompagner et de me garder. Pour le voyage, ils utilisent une voiture équipée d'un spot lumineux de la Police : à la vue de ce signal, les barrages des militaires et des gendarmes s'ouvrent immédiatement, sans que la voiture ait besoin de ralentir.

Une fois chez moi, les barbouzes mettent au point leur souricière. Leur chef est beaucoup plus âgé que ses hommes, qui ont à peu près entre 22 et 28 ans. C'est un petit homme originaire de Toul — il l'a dit à ma femme, en sachant qu'elle était de Nancy — il mesure 1 m 65, visage assez rude, cheveux frisés et assez grisonnants.

La planque se prolonge jusqu'à 16 heures, avec quelques péripéties du genre de Diégo, un type de l'O.A.S., qui frappe à la porte et à qui je fais comprendre qu'il faut prendre la fuite.



Gilles Mermoz, 37 ans, n'a jamais cessé de parcourir la France et l'Afrique. Cela lui a donné la connaissance sérieuse des problèmes de notre temps qu'il traite en grand reporter et en enquêteur. D'Octobre 1960 à juillet 1962, sa période algérienne, il ne s'est rendu qu'une seule fois à la Délégation générale. Correspondant de Rivarol en Algérie, il s'était fait des relations dans tous les milieux, y compris F.L.N. Sa méthode : se faire des relations « à la base », dans la rue, au café, dans tel ou tel restaurant, puis écouter, et ne jamais trahir un informateur. C'est ainsi qu'en ayant sélectionné avec soin ses informateurs de l'O.A.S., il a obtenu sur les réseaux barbouzes les renseignements les plus difficiles à obtenir. C'est aussi comme cela qu'il a pu donner sur de nombreuses affaires d'agents doubles infiltrés dans l'organisation secrète les informations qui ont permis de les éliminer. Les barbouzes étaient lancés sur sa piste. Mais aujourd'hui, c'est lui, Mermoz, qui les prend au tournant et attaque Lemarchand dans ce numéro d'Europe-Action.

Je dis aux barbouzes : Je ne le connais pas ! Il file. Les barbouzes lui tirent dessus mais le loupent.

Après ça, ça va : le réseau sera prévenu. Mais la souricière a fait long feu. Les barbouzes me ramènent à la villa Andréa.

Dimanche 16 heures.

L'un des barbouzes qui m'a gardé chez moi est un Eurasien. La trentaine forte corpulence. Pendant les treize heures de planque, ma femme s'est gravé ses traits dans la mémoire. C'est cet Eurasien que nous avons revu plus tard au cinéma en allant voir le film *Les Barbouzes*. Je me souviens que *Minute* avait annoncé que le réalisateur du film avait engagé pour cela d'anciens barbouzes. Il serait sans doute facile à la Justice de retrouver cet individu qui m'a torturé et de le confronter avec moi.

De 16 heures, à 20 heures, on me laisse tranquille à la villa, après m'avoir fait signer une déposition écrite.

Dimanche 20 heures.

Entre 20 heures et 21 heures, tout change. Les barbouzes sont certains que je les ai joués et que je suis le réalisateur des émissions pirates. C'est le chef local de la villa qui reprend les interrogatoires. La soixantaine, bedonnant, il arbore une légion d'Honneur. Les barbouzes l'appellent Colonel. Entre eux, ils le surnomment « Papa ». Papa en question souffre d'un strabisme à l'œil, à moins qu'il n'ait un œil de verre. En tout cas il louche terriblement.

Jusqu'à-là, l'interrogatoire est très désordonné. On me questionne à tort et à travers. Mes questionneurs, c'est évident, ne connaissent rien des techniques policières. Ils ne savent que cogner et torturer. Aucun « idéaliste » parmi eux. On ne me parle jamais de politique. Ni de De Gaulle, ni de l'Algérie. Parmi les cinquante barbouzes de la villa, il y a au moins une trentaine de Vietnamiens du « commando Bodoï Viet », comme ils disaient. Il y a aussi quatre Musulmans. C'est l'un d'eux qui m'a raconté :

LE NOMME LEMARCHAND

— Je suis du F.L.N. Mais je me suis mis là dedans pour la coopération.

Cela a été la seule réflexion politique, malgré toutes les affiches vertes du Mouvement pour la Coopération (M.P.C.) qui tapissent les murs de la villa.

Je dois dire aussi que les plus « humains » de mes tortionnaires sont les Asiatiques. Ils m'ont fait manger, une seule fois, et des restes. Boire du whisky, également, du whisky raslé au cours d'une perquisition... Les Européens sont tous des voyous, uniquement prêts à me taper dessus quand je suis à leur portée.

Donc, je suis dans le bureau du Colonel. Ils me posent des questions et me frappent. Puis, le Colonel m'interroge à son tour. Indiscutablement, par rapport aux autres, c'est une sorte de personnalité. Lui, il a étudié ses dossiers. Pour éviter les tortures qui me sont promises, je donne des petits renseignements déjà périmés pour la plupart. Les



tortures, c'est le supplice de la bouteille et la chaise électrique, et quelques autres encore...

Dimanche 21 heures.

Le coup de la cuillère sous la paupière recommence. Avec la menace rituelle de m'arracher l'œil. Je leur indique où j'ai caché le poste émetteur. Chez un voisin qui ne sait rien et c'est vrai. Le poste de 400 watts dont je me suis servi la veille est dissimulé dans un poste de télévision. De l'extérieur on ne voit rien. Les barbouzes filent chez mon voisin, M. Quidet. Et les autres me frappent toujours, pour le plaisir.

Dimanche 23 heures.

Dans le bureau du Colonel, la barbouze de Toul me cogne toujours. Puis, ils me descendent dans un petit local où je retrouve M. Quidet. Ils sont justement en train de le passer à tabac. Il a les pieds *brûlés vifs*. Ils ont enflammé ses soquettes de nylon et des Viets le « travaillent » au cou. Il râle et souffle. Je fais arrêter la torture en disant que je vais parler. M. Quidet met une bonne dizaine de minutes avant de pouvoir prononcer un mot. Je lui fais comprendre qu'il faut qu'il me donne les signalements — n'importe lesquels — des deux gars qui sont venus chez lui récupérer le matériel que les barbouzes n'ont pas trouvé. Les barbouzes ne s'aperçoivent de rien et finissent par le reconduire chez lui. C'est là qu'ils ont voulu lui réclamer une *rançon* de 200.000 francs. Quidet leur donne 60.000 francs et un chèque pour le complément pendant que ses tortionnaires pillent son appartement.

J'oubliais qu'en présence de Quidet, le Colonel, qui avait passé sur son visage une cagoule faite d'une chaussette noire percée, me montre une photo de ma femme et me dit :

— Si tu ne parles pas, on va la faire violer par une dizaine de Viets ! Quidet est prêt à témoigner que c'est exact.

UN JEU

Ces deux pages présentent de nombreux types d'armes automatiques, pistolets et revolvers. Notre jeu de ce mois se résume en deux questions : 1. Quels sont les types et calibres de ces armes (marques et désignation). 2. Quel est le calibre des balles utilisées par les barbouzes dans l'affaire de l'assassinat de l'ingénieur Petitjean, enlevé à Alger en 1962 ?

Pour participer à ce jeu, il suffit de découper les deux planches de photographies d'armes figurant sur cette page, de les coller sur une feuille de papier et d'indiquer très lisiblement en dessous de chacune le type et le calibre de chacune. N'oubliez pas non plus la question N° 2. Et inscrivez lisiblement vos nom et adresse.

Les gagnants recevront un exemplaire du livre de Jean Gilles : « Tous les chemins mènent à Rome » paru dans la Collection « Action ».

LA SUITE AUX
PAGES 40, 41 et 42

**JEAN
MABIRE**

LE MONDE DES



CE voyageur occidental était sur la place Tien-An-Men, au cœur de Pékin. Depuis des heures, il regardait les miliciens vêtus de bleus de chauffe, brandissant des drapeaux rouges et des mitraillettes. Pèlerin perdu dans le fabuleux empire du Milieu, il voyait, horrifié, défiler devant lui un million d'hommes et de femmes qui portaient le même uniforme et scandaient les mêmes slogans. Et qui, tous, avaient le même visage, le visage immobile et résigné de l'Asie millénaire.

Et notre voyageur savait que huit cent millions de Chinois vivaient dans l'Empire de Mao-Tsé-Toung ; il savait qu'ils seraient deux milliards avant la fin du siècle ; il savait que les fourmies bleues voulaient prendre, partout dans le monde, la place des hommes blancs ; il savait que le marxisme-léninisme était le nouvel opium de la Chine ; il savait que dans des usines secrètes se fabriquaient les fusées atomiques des nouveaux conquérants. Sous ses yeux, l'Empire Mongol renaissait. La Grande Muraille allait se mettre en marche et repousser, jusqu'aux limites de la terre et peut-être du cosmos, les limites de l'Empire jaune et rouge des Mandarins communistes.

Le voyageur occidental était sur la place Tien-An-Men. Il était seul. Il songeait à tous ces grands mots qui nous agitent, ces mots qui viennent si facilement aux lèvres à la tribune des assemblées, ces mots qui s'inscrivent aux frontons

des écoles et des mairies, ces mots qui sont comme un bien de famille et pour lesquels des hommes de notre sang sont morts, dans des guerres étrangères et dans des guerres civiles.

Un de ces mots lui revenait sans cesse dans la tête : Liberté. Les Chinois n'étaient pas des hommes libres. Ils ne l'avaient d'ailleurs jamais été. Ils ne connaissaient pas le mot de liberté. Cela paraissait horrible. Mais cet homme d'Occident, perdu au milieu de la foule asiatique, comprenait qu'il possédait ce trésor au fond de son cœur. Il découvrait brutalement qu'il appartenait à un autre univers, celui où le mot de liberté a un sens, celui où les hommes ne se comptent pas seulement par milliers, par millions ou par milliards, mais sont profondément conscients de la valeur inestimable de chacun, seul devant lui-même, seul maître de lui-même, seul fidèle à lui-même.

Il fallait parcourir les océans et les déserts, franchir tant de jungles et briser tant d'idoles, pour en arriver là, sur cette place chinoise et découvrir, face à la masse fanatisée des miliciens de Mao-Tsé-Toung, que notre monde était d'abord celui des hommes solitaires.

Notre monde est celui où rien ne saurait être semblable. Chaque homme pour nous a son visage, chaque champ a son histoire, chaque pays sa pente de toit et sa couleur de pierre, chaque province son accent et chaque nation son destin.



HÉROS SOLITAIRES

Notre monde est celui des cités grecques, grandes comme des cantons et qui illuminent les siècles. Notre monde est celui des tribus celtes, éperdues de courage et d'indépendance. Notre monde est celui des républiques de Florence et de Venise, des cités flamandes et des villes hanséatiques. Notre monde est celui de cette France où chaque terroir évoque une des grandes nations d'Europe. Notre monde est celui des cosaques de la Volga, des pionniers du Texas et des défricheurs du Transvaal, seuls et libres sur les immenses espaces, le fusil à la main et la famille dans les chariots.

Lancé dans l'aventure de notre histoire, chacun de nos peuples a trouvé la forme originale qui convenait à son tempérament et à sa destinée. Et quand nous pensons à notre monde, nous ne pensons pas à des foules sans visages, nous ne pensons pas à des robots et à des défilés, nous pensons à tous ces grands hommes qui témoignent à jamais, de ce que fut notre civilisation : Copernic et Beethoven, Breughel et Héraclite, Nietzsche le solitaire des solitaires. Les grandes créations et les grandes inventions sont solitaires. Comme sont solitaires les héros de légende : Siegfried qui affronte le Dragon dans son repaire et Hamlet sur les remparts d'Elseleur et Don Quichotte dans les pierrailles de la Manche. Nous avons lu Cervantès, Shakespeare et Homère. Nous savons que notre monde

c'est celui d'Achille et celui d'Ulysse, c'est celui de Léonidas et des Spartiates, solitaires devant la ruée des hordes de Perse.

Notre monde c'est aussi celui du Russe Gagarine et de l'Américain Edward White, qui, seuls dans leur armure pressurisée ont affronté les espaces sidéraux ou marché dans le cosmos.



L'Occident est unique parce que nous avons su, jusqu'ici, à travers les empires et les siècles, préserver jalousement cette volonté de trouver en nous-mêmes nos raisons de vivre et de mourir. Chaque fois que l'individu a été soumis à la pression des tyrannies militaires, politiques ou religieuses, chaque fois que les dogmes l'ont emporté sur la vie, des individus se sont révoltés. L'Occident n'admet pas la dictature du collectif sur l'individuel, pas plus qu'il n'admet la suprématie du rêve sur le réel.

Les Encyclopédistes du XVIII^e siècle après les Huguenots du XVI^e n'ont fait que témoigner de cette rébellion de l'individu contre les collectivités aveugles.

Notre monde est celui des hommes qui savent traverser l'Atlantique seuls sur un voilier et qui savent défendre Verdun, isolés dans un trou d'obus. Notre monde est

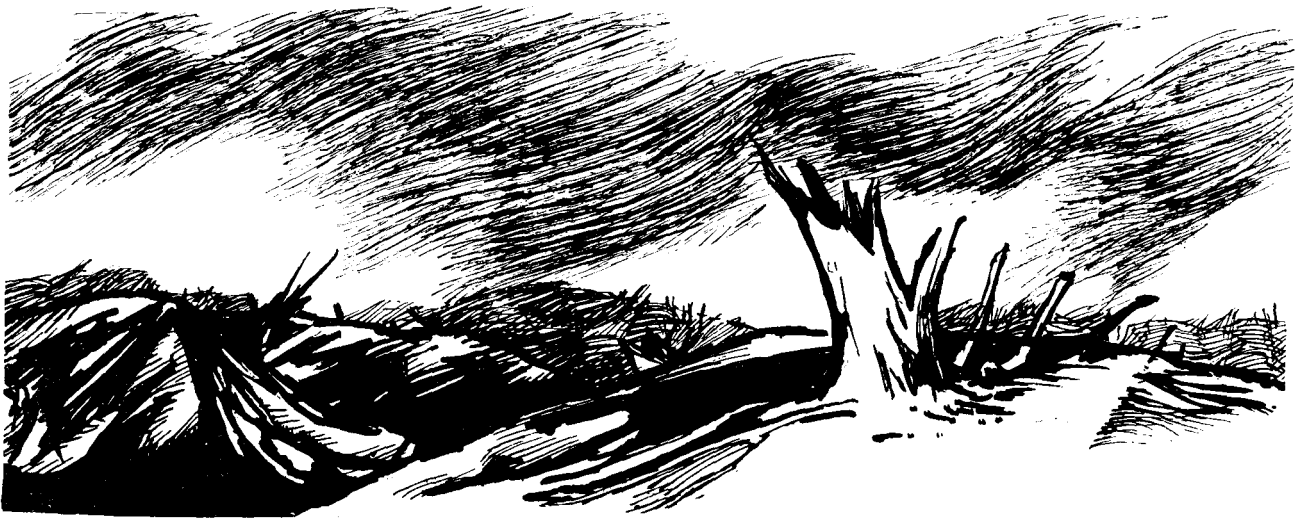
celui de ceux qui refusent la dictature du plus grand nombre et la pression aveugle de la masse pour ne suivre que leur conscience. Les communards de 1871 étaient seuls sur les Barricades de Paris et les parachutistes de 1951 étaient seuls dans les rizières de Lang-Son. Le colonel Rossel était seul devant le poteau d'exécution et le colonel Driant était seul devant l'ennemi.

Notre monde ne change pas. Les Portugais sont seuls en Europe et les Rhodésiens sont seuls en Afrique. Les « marines » et les « rangers » se battent solitaires. Comme sont solitaires les jeunes militants nationalistes qui affrontent les sarcasmes de la droite et les horions de la gauche.

Dans toutes les assemblées internationales, on accuse les hommes d'Occident. Ils doivent porter tous les péchés du monde et aider à leur prochaine disparition de la planète. Des masses innombrables et indifférenciées attendent dans l'ombre des continents exotiques, l'heure de la vengeance. Ils n'en veulent pas seulement à nos empires. Ils en veulent d'abord à nos consciences, à cette volonté de vivre et de lutter, même contre le monde entier, même sans armes et même sans amis, parce que sans la bataille et sans la solitude nous ne serions pas vraiment nous-mêmes.

Jean MABIRE





LES « DIABLES BLEUS » AU BOIS DES CAURES

C’ETAIT il y a tout juste cinquante ans ces jours-ci. Cinquante ans, seulement. Un demi-siècle, déjà... Peu de survivants peuvent raconter cette histoire. Et pourtant, elle appartient à jamais à la légende de notre patrie. Et, par delà les frontières, les hommes qui se sont affrontés à Verdun sont unis par tant de sang versé en une lutte fratricide. Des milliers de morts, Français et Allemands, à jamais confondus, paysans et guerriers d’Europe tombés à Verdun. Verdun où en 843 les fils de Charlemagne, ont séparé l’empire des Francs et brisé l’unité de notre Occident. Verdun dont le nom est, désormais, inoubliable. Verdun qui n’était encore, en ce matin du 21 février 1916 qu’un secteur assez calme du front de Champagne.

En pointe, au bois des Caures, les chasseurs du lieutenant-colonel Driant. Le 56^e et le 59^e B.C.P. sont des unités de réservistes mais ces pères tranquilles, volontiers frondeurs et mauvaises têtes, sont de la même race que les héros de Sidi-Brahim. « Francs chasseurs, hardis compagnons... »

VERDUN

Ils n’ont pourtant pas fière allure. Les tenues « bleu-jonquille » sont devenues sans couleur. Sur des têtes hirsutes, ils portent des képis, des bérets, des polos, des passe-montagnes. Il fait froid au bois des

Caures. L’hiver est sinistre. Les sentinelles s’enveloppent de vieilles couvertures, de tapis de table, de bâches de cuir et même de vieux rideaux. Mais ils soignent leurs armes. Ils entourent les culasses des fusils avec leurs mouchoirs et mettent un bouchon dans le canon de leurs armes. Les chasseurs de Driant tiennent le secteur depuis un an. Ce sont de vrais « poilus ».

Le 21 février à l’aube, il fait très froid. Le ciel est clair mais il y a partout des aiguilles de givre.

A 6 heures du matin, le lieutenant-colonel Driant enlève son alliance et la remet à son secrétaire. Un prisonnier ennemi a donné des renseignements : L’attaque allemande est pour aujourd’hui. En face de deux bataillons de chasseurs, c’est toute une division du Kronprinz de Prusse qui va se ruer à l’assaut.



A 7 heures le bombardement commence. Il y a tellement d'obus que le bois des Caures semble miné. Les arbres sont hachés, les abris bouleversés, les hommes enterrés par les explosions. A 10 heures du matin, tous les fils téléphoniques sont coupés. On ne communique plus que par coureurs. Il faut hurler pour se faire entendre. Les abris sont obstrués par les arbres tombés. Les hommes se terrent dans les entonnoirs de bombes. C'est le chaos.

Le bombardement cesse à 17 heures après avoir roulé son tonnerre pendant dix heures, sans aucune interruption. Un cri :

— Ils attaquent !

Les fusils sont brisés, tordus, remplis de terre. Les chasseurs se battent à la grenade, à la baïonnette, à coups de pierres. Le sergent Seguin a sa mitrailleuse hors de service. Une à une, il lance les quarante grenades qu'il a disposées autour de lui et s'écroule grièvement blessé. Son courage frappera tellement les Allemands qu'ils relateront ce fait dans les journaux d'Outre-Rhin « pour qu'il soit donné en exemple à la jeunesse ».

Chez le sergent Legrand il n'y a plus que deux fusils pour six survivants. Les chasseurs contre-attaquent à la baïonnette. Un seul reviendra.

Les compagnies du lieutenant Robin et du capitaine Seguin subissent le premier choc d'une terrible brutalité et se défendent pied à pied malgré de lourdes pertes. A la tombée de la nuit, le lieutenant-colonel Driant fait acheminer quelques maigres renforts.

La nuit est glacée. Un brouillard de neige enveloppe tout. A 20 heures, bien que décimée, une des compagnies, contre-attaque et reprend le terrain perdu. A l'aube une autre compagnie ne parviendra pas à repousser l'ennemi. Le

IL N'EN EST PAS REVENU UN SUR DIX

bois des Caures est submergé. Les officiers brûlent leurs notes et leurs cartes.

Le 22 février, le bombardement allemand reprend à 7 heures. De grosses torpilles projettent vers le ciel des troncs d'arbres et des corps déchiquetés. A midi le bombardement se termine et l'assaut reprend.

Trois compagnies de première ligne meurent à leur poste, écrasées par deux régiments allemands armés de lance-flammes. Les chasseurs luttent jusqu'au bout, à coups de crosse et à coups de couteau. Le capitaine Seguin, un bras arraché, ligature la plaie avec un lacet

21 FÉVRIER 1916

de brodequin. Un officier allemand le félicite pour sa résistance. Le lieutenant Robin fait le coup de feu jusqu'au moment où il est fait prisonnier.

A son P.C. le lieutenant-colonel Driant se tient au milieu de ses agents de liaison. Ancien instructeur à Saint-Cyr, c'est un tireur d'élite. Il ouvre calmement un paquet de cartouches et tient son fusil Lebel à bout de bras, comme un revolver. Il dit à ses hommes : « Si nous devons tous rester ici, ne voyons en cela qu'une forme de notre destinée ».

A 18 heures 30, il se trouve avec ses commandants de bataillons, le commandant Renouard et le capitaine Vincent et environ 80 chasseurs. Le bois des Caures va être encerclé. Les deux bataillons ont fait leur devoir. Il faut se replier pour combattre sur la seconde ligne de résistance. L'ennemi est à quelques dizaines de mètres. Il ne reste autour de Driant que quelques hommes. Le chasseur Papin s'écroule, blessé. Le lieutenant-colonel lui fait un pansement, se relève et tombe, frappé d'une balle en plein front. Les survivants des deux bataillons se réunissent en fin de journée à Vacherauville. Il reste 60 chasseurs au 56^e bataillon et 50 au 59^e. Ils étaient 1.200 la veille à l'aube. Isolés du reste du monde, sans liaisons, sans ravitaillement, ils ont tenu 48 heures.

Les chasseurs du lieutenant-colonel Driant ont ralenti la première vague d'assaut allemande. Ils ont décidé du sort de la bataille et sauvé Verdun.

Et ce seront d'autres combats, d'autres morts, d'autres noms glorieux : Le fort de Vaux, Douaumont, le Mort-Homme. Les chasseurs du lieutenant-colonel Driant ont subi le premier choc. Ils ont été dignes de leur chef. Car celui qui est tombé à leur tête était un homme extraordinaire, digne de figurer dans la vaillante fraternité des héros de l'Occident.



Le lieutenant-colonel Driant, tombé au bois des Caures, eut une destinée singulière. Officier, député, écrivain, il reste l'auteur d'ouvrages d'anticipation d'une brûlante actualité. On ne relit pas sans émotion des livres comme *L'invasion jaune* ou *l'invasion noire*, en avance d'un demi-siècle sur ces guerres raciales qui ne font que commencer dans le monde.

Driant était né à Neufchatel-sur-Aisne, en 1855, d'une famille originaire de Bretagne et établie depuis plusieurs générations en Thiérache. A vingt ans, il entra à Saint-Cyr et servit dans les Zouaves en Tunisie. Il devint l'aide de camp du fameux général Boulanger, le suivit à Paris quand il devint ministre de la guerre. Il épousa sa fille cadette.

Il commandait en 1899 le premier Bataillon de chasseurs à pied et avait la réputation de pouvoir emmener ses hommes « au bout du monde ». Mais tout avancement lui était interdit. Il ne faisait pas mystère de ses opinions et démissionna de l'armée. Il fut élu, en 1910, député de Nancy, sous l'étiquette nationaliste. Quand la guerre éclata, il voulut partir au front, même comme deuxième classe. On lui rendit ses galons et le commandement de deux bataillons de chasseurs. Il eut la mort dont il avait rêvé.

Sous le pseudonyme de « capitaine Danrit », il avait écrit une trentaine de livres, pour la plupart consacrés à des anticipations militaires. Ces livres eurent un succès prodigieux. Publiés dans les premières années de notre siècle, ils contribuèrent d'une manière décisive à former l'esprit de la jeunesse. Les générations de Saint-Cyriens qui chargèrent, lors des premières batailles, « en casoars et gants blancs » avaient tous lu dans leur enfance les livres du capitaine Danrit.

Ces gros livres reliés, à couverture rouge et à tranches dorées, nous racontaient, avec un curieux mélange de prophétie terrible et d'enthousiasme patriotique, les guerres qui menaçaient l'Europe d'alors.

Dessins de
Loïc KERARVOR



La guerre de demain est, bien entendu, la guerre franco-allemande et la revanche de Sedan. La guerre fatale est la lutte franco-anglaise au lendemain de Fachoda. L'aviateur du Pacifique décrit une agression des Japonais contre les Américains de l'île de Midway qui annonce Pearl-Harbour. Dans tous ses livres, Driant a annoncé l'importance des armes nouvelles auxquelles peu de militaires de carrière voulaient croire : l'avion, le sous-marin et même la plus redoutable de tous : l'arme psychologique. Ces livres ne sont pas seulement des anticipations extraordinaires, ce sont aussi des manuels de nationalisme.

Mais ses deux ouvrages les plus extraordinaires, parce qu'ils annoncent des guerres qui nous n'avons pas encore vécues sont *l'invasion noire* et *l'invasion jaune*.

Devant le continent africain, soulevé à l'appel des Soudanais en révolte, l'Europe ne peut se sauver qu'en réalisant son unité et en créant des fédérations de nations-sœurs.

L'invasion jaune, écrite en 1904, est infiniment plus terrible encore car l'Europe, cette fois, ne peut résister à la ruée asiatique. Devant la ruée des Chinois et des Japonais, les Russes se font tuer héroïquement, l'empereur d'Allemagne Guillaume II meurt en chargeant à la tête de ses cuirassiers blancs, tenant à la main le drapeau impérial à la croix de fer. Quant aux Français, ils n'opposent que des discours et font appel aux conférences et aux arbitrages internationaux. La France espère les sentiments pacifistes et humanitaires des Chinois... Et les troupes asiatiques quelques semaines plus tard défilent sur les Champs-Élysées au milieu des pyramides de têtes coupées. Les Jaunes sont maîtres de l'Europe. Une poignée de volontaires se réunit dans une île, au large de la Tunisie, sous les ordres d'un officier venu d'Afrique du Sud. Dirigé par ce Boer, ils s'apprentent, comme les Espagnols d'autrefois, à la Reconquête de leur terre.

Le Capitaine Danrit était bien un écrivain prophétique.

Récit de
Henri LANDEMER



AU mois de février, la Télévision a présenté un portrait de Louis Rossel. Roger Stéphane était l'auteur du scénario et le rôle du jeune colonel de la Commune était confié à Sami Frey. On sait que Stéphane, entre autres particularités, réussit à soutenir le général De Gaulle, tout en restant un écrivain de gauche. Son médiocre portrait de Rossel n'a guère tiré de l'ombre un des héros les plus curieux de la Commune de Paris.

Louis Rossel n'était certes pas gaulliste ou progressiste. Il était seulement révolutionnaire, c'est-à-dire nationaliste. Il n'a d'ailleurs jamais été admis par certains politiciens de la Commune. On peut dire qu'il a été tout autant détesté par les Marxistes que par les Versaillais, car il n'entendait rester que lui-même. C'est-à-dire un officier fidèle à son pays envahi par l'ennemi et un patriote fidèle à son peuple trompé par les bourgeois capitulards.

Colonel à 27 ans, Louis Rossel sortait de l'École Polytechnique et servait dans le Génie. Devant la médiocrité de l'armée du Second Empire et particulièrement du corps des officiers, il songe à démissionner. Mais le 19 juillet 1870, c'est la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne.

Le 1^{er} août 1870, il est envoyé au camp de Metz commandé par le maréchal Bazaine, principale place forte française. Dès cette époque il rédige des articles pour la presse, des rapports pour ses chefs, des lettres et des adresses à ses camarades officiers, pour dénoncer le délabrement de l'armée, l'incapacité du commandement. Il formule de façon précise et détaillée une nouvelle conception stratégique qui consiste à organiser la guérilla sur toute l'étendue du territoire national en s'accrochant aux régions d'accès difficile, pour lancer ensuite une contre-attaque générale contre un ennemi épuisé et démoralisé par un harcèlement permanent. Il résume ce plan qui préfigure les guérillas populaires de l'avenir : « Faire de la chouannerie en grand ».

Pendant le siège de Metz il tente d'entraîner avec lui des officiers que révolte la passivité volontaire de Bazaine. Le 8 octobre il tente donc de s'échapper seul « résolu à sacrifier décidément son devoir de soldat à son devoir de citoyen ».

L'OCCIDENT AU COMBAT

LOUIS ROSSEL



Le 29 octobre, deux jours après la capitulation de Bazaine, de son armée intacte de 154.000 hommes et 140 généraux, Louis Rossel parvient à s'échapper avant l'entrée des troupes allemandes. Il se met à la disposition du commandement pour continuer la lutte.

Le 28 janvier 1871, alors que toutes les chances sont du côté français, le gouvernement militaire de Paris décide de capituler après que le général Ducrot ayant fait le serment de ne rentrer que « mort ou victorieux » y soit rentré bien vivant mais pas victorieux.

Le 1^{er} mars 1871, l'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, ratifie les préliminaires de paix retranchant l'Alsace et une grande partie de la Lorraine du territoire national. Le député-maire de Strasbourg, M. Küss, meurt de douleur.

Le 18 mars 1871, le peuple de Paris, refusant de s'incliner devant cette capitulation ignominieuse, se soulève. La Commune est proclamée.

Le 19 mars, le ministre de la guerre reçoit une lettre lui annonçant que le colonel Rossel « se rangeait sans hésitation aux côtés de ceux qui n'ont pas signé la paix et qui ne comptent pas dans leurs rangs de généraux coupables de capitulation. »

Le 20 mars, il est à Paris, se met à la disposition du Comité Central de la Commune. Mais il est rapidement déçu par l'anarchie généralisée qui règne à Paris et rend impossible toute action révolutionnaire sérieuse. Cependant il se met au travail.

Le 3 avril, il est nommé chef d'état-major du général en chef, Cluseret. Le 30, ce dernier ayant été limogé, il devient chef des Fédérés. Mais les différentes autorités se neutralisent, les ordres ne sont pas exécutés, chacun tire à soi. Aussi, le 9 mai, démissionne-t-il, étant dans l'impossibilité d'exercer un commandement sur des groupes qui ne reconnaissent aucune autorité et qui vont droit à l'échec.

Le 7 juin, les Versaillais devenus maîtres de Paris, l'arrêtent. Il est jugé le 8 septembre et fusillé le 28 novembre 1871, au fort de Satory.

Henri PRIEUR



AFRIQUE



SAINT-LOUP

parle
d'un
nouveau
livre

LES LIONS FIDÈLES

RHODÉSIE

Le « Comité France-Rhodésie » fut comme il convenait, le premier informé de la parution prochaine aux éditions de La Table Ronde d'un nouveau livre signé par François d'Orcival et Fabrice Laroche. Son Président Saint-Loup a interrogé les co-auteurs :



— Le titre de votre livre ?

— Probablement « Rhodesie, terre des lions fidèles ». Il sera définitif dès l'accord de notre éditeur, qui le trouve d'ailleurs très beau.

— Date de la publication ?

— Cela dépend à la fois de nous et de l'actualité. Si des événements graves atteignent la Rhodesie, nous serons contraints de le retarder un peu. Mais, dès maintenant, nous avons suffisamment d'éléments à notre disposition pour développer un ouvrage sérieux sur le sujet. Notre manuscrit doit être remis à La Table Ronde au début mars. Il paraîtrait vers la fin avril.

— Que voulez-vous démontrer dans ce livre ?

— « Les lions fidèles », cela signifie ceci : les Rhodésiens sont les Anglais de l'Empire qui restent fidèles à la mission de civilisation et de paix qui leur a été confiée voici soixante-quinze ans par les Majors de l'Armée Impériale et la Reine Victoria. Ils s'opposent aux partisans actuels de l'anarchie et de la misère dans le continent noir : Wilson et son gouvernement. En attaquant la Rhodesie, l'O.N.U. vise à installer un gouvernement noir incapable dans l'un des pays les plus développés de l'Afrique, ce qui serait pure folie. Pour nous, les questions de fond restent toujours plus importantes que les questions de formes. On reste fidèle à sa civilisation, sa communauté de naissance. Pas à son gouvernement. Il n'y a pas de Rhodesie rebelle.

— Comment votre livre est-il composé ?

— Il s'ouvre sur un chapitre faisant le point de la guerre économique de l'Angleterre et des Nations Unies contre Salisbury. Puis trois chapitres retracent l'histoire de la conquête, colonisation, vie politique de la Rhodesie jusqu'à la crise entre Londres et Salisbury depuis l'éclatement de la Fédération de Rhodesie-Nyasaland. Nous étudions ensuite les conditions dans lesquelles Ian Smith a été conduit à déclarer l'indépendance unilatérale de son pays. Puis, deux chapitres qui étudient l'un les réactions londoniennes, les travaillistes, les conservateurs, les milieux financiers, l'autre celles de l'Afrique blanche, Afrique du Sud et Mozambique portugaise : l'attitude favorable de Prétoria et de Lisbonne suffit-elle à Smith ? Enfin, un dernier chapitre permet d'envisager l'avenir du continent en fonction de la présence blanche.

— Le style de votre ouvrage ?

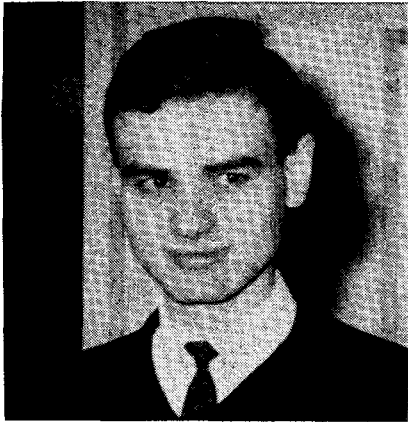
— Très simple. Direct. Actuel. Des anecdotes. Des faits. Une documentation extrêmement fournie. Des chiffres. Enfin un tableau, vivant et fouillé du pays.

— Comment avez-vous documenté ce livre ?

— En rassemblant un matériel très important puisé aux sources : Londres et Salisbury. Nous sommes allés à Londres et le secrétaire général de France-Rhodésie a mené



FABRICE LAROCHE



des enquêtes à Salisbury. Ensuite le plan et la répartition du travail entre les auteurs.

— Délais de rédaction ?

— Deux mois, environ... et du « forcing ».

— Encyclopédie ou livre de Poche ?

— Mais non ! Un livre normal, environ deux cents pages !

— Pensez-vous que ce livre puisse être utile, en dehors de sa lecture même ?

— Certainement. On n'a rien écrit sur la question rhodésienne, en France, depuis une trentaine d'années. Peu de Français connaissent l'histoire de la conquête de la Rhodésie, très peu, même, savent situer ce pays sur une carte... Nous pensons que notre livre permettra de renouer des liens entre Français et Rhodésiens, de renforcer la solidarité existant entre nos pays. Nous sommes persuadés qu'il poussera des hommes d'affaire, des industriels français, vers cette région qui reste l'une des plus stables et les plus riches de l'Afrique. Notre livre encouragera le gouvernement français à maintenir la position modérée qu'il a prise dans cette affaire. Il devrait bien rapporter la mesure d'embargo sur le pétrole pour la Rhodésie qu'il a prise de concert avec les Anglais et les Américains. Il est ensuite fort important de montrer que le développe-

ment des noirs de Rhodésie est supérieur à celui d'autres pays, et notamment de la Zambie indépendante, qu'ils vivent dans la paix et dans des conditions bien meilleures qu'ailleurs, il suffit, n'est-ce pas, de voir les chiffres d'immigration noire vers la Rhodésie du Sud...

— Quel avenir attribuez-vous à la Rhodésie indépendante ?

— Nous réservons nos conclusions pour notre livre... Mais si les grandes puissances unies du Tiers-monde peuvent actuellement faire souffrir économiquement la Rhodésie, il est certain que ce sont les noirs qui en pâtissent les premiers. D'autre part, l'Angleterre ne semble guère disposée à faire la guerre, et les pays noirs n'en ont pas les moyens. Les Rhodésiens ont donc logiquement, de nombreuses chances de succès.

— Croyez-vous que les Français vont s'intéresser à la Rhodésie ?

— J'en suis persuadé.



— L'affaire rhodésienne va constituer un test pour notre pays. Si les Français se sont endormis dans le climat de facilité créé par les religions de l'amour, ils ne bougeront pas. Mais ils réagiront, s'ils conservent quelque chose de nos antiques religions de l'honneur. A la fin du XIX^e siècle De Villebois-Mareuil a pris les armes avec quelques centaines de garçons décidés et s'est fait tuer aux côtés des Boers injustement attaqués par les Anglais. La France entière chantait la gloire du Président Krüger. Nous espérons bien qu'elle va, de nouveau, chanter la gloire des héros sans fissure comme Ian Smith.

SAINT-LOUP



*M. Wilson
Premier ministre
britannique,
dit à
M. Ian Smith,
Premier ministre
rhodésien :*

*— Soyez
raisonnable,
M. Smith,
je ne vous
demande
que de
déjeuner
avec
quelqu'un...*



Dessin de Cummings



L'ARME ABSOLUE

BERTRAND DE CASTELBAJAC,

*ancien officier parachutiste,
combattant de la première
guerre d'Indochine,*

*juge la situation militaire
au Vietnam du Sud :*

De plus en plus,

l'hélicoptère

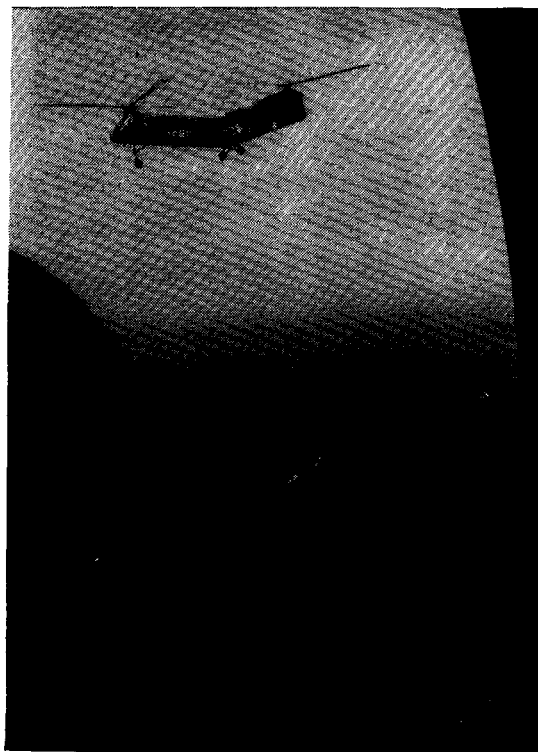
remplacera

le char d'assaut.

Mais l'arme absolue

c'est, encore et toujours,

LA VOLONTÉ DU COMBATTANT.



BERTRAND de Castelbajac, 38 ans, fut tour à tour guerrier « amateur », paysan gascon, écrivain, prisonnier politique. Devenu civil, il dispute des courses-croisières, règle le compte des chars de combat, célèbre les vertus de l'hélicoptère et rêve de faire le tour du monde à la voile.

De 1949 à 1952, Bertrand de Castelbajac a été officier de parachutistes coloniaux en Indochine. De cette expérience, il rapporta un livre assez singulier *La gloire est leur salaire*, annonçant, bien avant tout le monde, le malaise de l'armée. Puis, en 1959, il publia *Sauts O.P.S.*, brillant petit essai de stratégie hélicoptérée, en avance de quelques années sur la doctrine militaire américaine et de quelques siècles sur les stratèges français.

Bertrand de Castelbajac vécut de la manière qu'on imagine les événements d'Algérie et il se retrouva pour quelques mois en prison. Il en profita pour écrire *l'Officier perdu*, publié aux éditions de la Table Ronde, où le reportage rejoint le romanesque. Après un petit tour dans les eaux de *l'Esprit public*, il reprit sa navigation solitaire et termina son quatrième livre *La lande du Catalan*. On y verra un officier, sortant de prison après

quinze ans d'armée et de combats, se lançant dans une autre aventure : la mise en valeur de la terre ancestrale...

CAVALERIE DU CIEL

Bertrand de Castelbajac a publié dans les journaux militaires *Debout les paras* et *le Combattant de l'Union française* des articles sur la révolution que constitue la création de la première division de cavalerie hélicoptérée américaine. *Bertrand de Castelbajac qui ne partage pas toutes les idées d'EUROPE-ACTION mais qui sait que ce qui nous unit est sans aucun doute plus fort que ce qui nous sépare, a bien voulu nous exposer ses idées militaires et nous autoriser à reproduire une partie des articles qu'il a consacrés à l'évolution actuelle de la « seconde guerre d'Indochine ».*

Les idées que défend aujourd'hui Bertrand de Castelbajac ne sont pas nées de la lecture des journaux américains et du spectacle des écrans de télévision. C'est

dès 1959, dans *Sauts O.P.S.* qu'il étudiait l'évolution du matériel militaire en fonction de sa propre expérience de combattant. Selon lui l'hélicoptère était appelé à remplacer le char pour les missions classiques de cavalerie : *reconnaissance, charge, exploitation*. Bertrand de Castelbajac envisageait alors qu'un jour des divisions hélicoptérées remplaceraient les divisions blindées. Voici ce qu'il écrivait il y a près de 10 ans :

« Dans un premier temps, une Division d'Infanterie de Marine comprenant une brigade de parachutistes, puisqu'elle existe déjà, un Régiment de Reconnaissance entièrement hélicoptéré, un Régiment d'Artillerie classique ou, encore mieux, allégé pour être aéroportable (mortiers de 120 millimètres et lance-fusées), un groupe de Transports du Train équipé de « bananes », un bataillon du Génie et les services classiques, une telle Grande Unité permettrait au gouvernement d'intervenir en force partout où il serait menacé, dans les délais les plus réduits.

Dans un deuxième temps, des Divisions de Cavalerie du Ciel prendront la relève des Divisions Blindées d'autrefois ».



ASSAUT.
Le fantassin préfère être appuyé par un hélicoptère armé que par un char embourbé loin derrière le front.

En mars 1965, Bertrand de Castelbajac donnait une longue étude au journal *Le Combattant* et critiquait avec une impétueuse vigueur la fameuse commande de mille chars de trente tonnes inscrite à la loi-programme militaire approuvée par le parlement français en décembre 1964 et confirmée depuis en novembre 1965.

Avant de défendre l'hélicoptère il attaque le char : « Dans tous les conflits secondaires qui ont suivi la seconde guerre mondiale, le char n'a fait que la démonstration de son inutilité, dans des situations aussi diverses que la guérilla en Indochine, la guerre révolutionnaire en Algérie, la guerre conventionnelle en Corée, la défense d'une place à Dien-Bien-Phu, la défense d'un réseau de places au Tonkin, une opération combinée à Port-Saïd et un raid dans le désert du Sinaï ».

5.000 HELICOPTERES

Mais il ne faut pas s'étonner si nos militaires continuent à préférer les chars aux hélicoptères :

« Un tel conservatisme est la règle dans toutes les armées organisées par des militaires de carrière... Lorsque la République française a pour son malheur comme

président un général qui s'était fait l'apôtre des chars et à qui l'histoire donna raison, il ne faut pas s'étonner de ce retour à un passé vieux de vingt-cinq ans. De Gaulle veut faire construire aujourd'hui les chars dont il aurait eu besoin pour gagner la bataille de Moncornet... Pour le même prix, avec les mêmes effectifs, nous pouvons disposer de 5.000 hélicoptères individuels capables non seulement de détruire 1.000 chars en une journée, mais aussi de reconnaître le théâtre d'opérations, d'attaquer les positions ennemies, de poursuivre l'adversaire dans sa retraite, d'assurer la couverture du corps de bataille, de dégager les garnisons encerclées ».

LE CHEVAL MODERNE

Selon Bertrand de Castelbajac, l'hélicoptère de combat sera petit, armé d'une seule mitrailleuse et de quatre roquettes tirant toujours dans l'axe, donc servies par le pilote. Cet hélicoptère monoplace sera exactement ce qu'était le cheval dans la cavalerie.

L'hélicoptère lourd, donc vulnérable au combat, sera réservé au transport. Il a déjà fait ses preuves en guerre subversive comme en guerre conventionnelle.

AU VIET-NAM

« On peut raisonnablement s'attendre à ce que la guerre du Viet-Nam dure assez longtemps pour que cette nouvelle cavalerie du ciel connaisse l'épreuve du feu et que l'expérience fournisse de nouveaux enseignements. Il en est deux que nous pouvons déjà envisager.

DEUX ENSEIGNEMENTS

La première Division de Cavalerie n'est pas dotée que d'hélicoptères ; elle comprend aussi des avions. Qui dit avion dit terrain d'aviation, or les derniers événements du Viet-Nam ont suffisamment démontré qu'un aéroport était aussi vulnérable en guerre révolutionnaire qu'en guerre conventionnelle ou atomique. Sa permanence sur le terrain, l'étendue de la superficie, l'impossibilité de le camoufler, le désignent aux feux adverses comme à l'action des commandos de sabotage. Nous croyons donc que la solution qui s'imposera sera de rendre tous les avions à l'Armée de l'Air pour ne garder organiquement que les hélicoptères. La division de Cavalerie pourra ainsi se déplacer et stationner en tous lieux sans avoir à se préoccuper de conquérir un terrain d'aviation, ou de le créer, puis d'en assurer la protection. Cela ne



DEMAIN.
L'avenir est à l'hélicoptère de combat monoplace, armé d'une mitrailleuse tirant dans l'axe.

l'empêchera nullement d'être ravitaillée ou appuyée par des avions décollant d'une base lointaine.

La deuxième modification à laquelle on peut s'attendre porte sur la taille de ces hélicoptères. La tendance normale des constructeurs est d'augmenter les performances et la capacité de leur matériel par un accroissement du tonnage et de la puissance. De plus, les militaires de tous pays, et en particulier ceux des Etats-Unis, préfèrent avoir en mains des armes lourdes que des armes légères. Le défaut majeur de cet accroissement est d'exiger une augmentation proportionnelle du volume de l'engin qui devient ainsi de plus en plus vulnérable.

Nous croyons que l'hélicoptère armé ne pourra efficacement remplir des missions de combat, en fait de tir, que si ses dimensions sont réduites à leur plus simple expression. Le cavalier devra se contenter d'un hélicoptère monoplace et tirer dans l'axe tout en pilotant son véhicule. Les hélicoptères moyens et lourds pourront être utilisés à transporter l'infanterie, l'artillerie, le génie et les services de la division ».

APRES UN COMBAT

En étudiant les enseignements à tirer de deuxième bataille de Pleï-Mé (novembre 1965), il faut remarquer que la brigade de la Première Division de Cavalerie U.S. qui

intervint dans cette affaire fut engagée dans les plus mauvaises conditions :

1° Elle dut se battre contre un adversaire très fluide et d'une qualité exceptionnelle.

2° Cet adversaire était dépourvu de matériel lourd, donc n'offrait pas d'objectif payant.

3° Les Vietcongs utilisaient à merveille un terrain boisé, n'offrant pas de vue aux forces aériennes.

Néanmoins :

a) La colonne de secours blindée partie de Pleï-Ku (situé à 40 kilomètres) ne parvient à Pleï-Mé qu'après quatre journées de combat et en ayant perdu la plupart de ses véhicules.

b) La brigade héliportée, partie d'An-Ké (situé à 80 kilomètres) dégageda le poste dans le courant de la deuxième journée.

A LA GUERRE

Bertrand de Castelbajac avait écrit dans *Sauts O.P.S.* :

« Du sol, le fantassin regardera les adversaires se livrer à des passes savantes, en attendant de reprendre dans la boue sa progression de toujours.

Les siècles pourront passer, les engins s'améliorer et les Armées s'entretuer, aucune victoire ne sera acquise tant qu'un homme muni peut-être de ses seuls poings pour toute arme ne sera pas rentré dans une maison en se disant : « Cette

maison est la mienne, le champ qui l'entoure me nourrira, j'irai puiser mon eau à ce puits et faire boire mon troupeau à la rivière.

Si un autre veut ma place, qu'il la prenne, mais pour la prendre il faudra d'abord qu'il passe sur mon corps ».

LA VOLONTE

Bertrand de Castelbajac n'oublie pas la primauté du combattant sur le matériel, ce rôle tout puissant de la volonté. Il nous dit en conclusion de cette enquête :

— Je voudrais enfin rappeler une vérité trop oubliée dans la guerre moderne : quelle que soit la puissance du matériel, il n'y a qu'une arme absolue : c'est la volonté du combattant. Il est curieux de remarquer que les marxistes, obligés à la guérilla, finissent par réhabiliter l'homme contre le matériel. Leur théorie militaire n'a plus rien à voir avec le fameux matérialisme. Les Américains constatent, par contre, l'inefficacité du matériel contre des gens décidés à se battre. Cela est vrai dans la guerre subversive mais cela serait encore vrai dans la guerre atomique. *Que valent les meilleures armes si le combattant qui les sert n'a pas le moral ?*

Documentation photographique :
U.S.I.S. Textes recueillis par

Guy LANCELOT



PORTUGAL

SOLDATS PORTUGAIS EN PATROUILLE
Sentinelles de l'Empire en Mozambique



40 ANS DE REGIME

LE MEMORIAL DES NAVIGATEURS
Sur toutes les mers du globe,
du Brésil au Japon



La politique, inutile de le nier, n'est plus la préoccupation première des Portugais. La situation est marquée par une réelle et dangereuse dépolitisation. Le gouvernement Salazar dure déjà depuis quarante ans. Si grande est sa confiance dans ses propres ressources, qu'il considère comme inutile l'encadrement et la formation de son peuple. La jeunesse même, qui devrait garantir la continuité des idées et le renouvellement des cadres, se voit quelque peu abandonnée.

L'avènement de la Révolution nationale date du 28 mai 1926. Il mit un terme au chaos politique qui durait depuis 1910, mais c'est l'armée et non un véritable mouvement révolutionnaire, qui le mena à bien. Aussi, pour combler le vide créé par l'interdiction des partis, créa-t-on diverses organisations sur le papier, l'*Union Nationale*, la *Légion Portugaise*, la *Jeunesse Portugaise (Mocidad)*.

Elles eurent, au début, un semblant d'activités. Aujourd'hui, elles sont envahies par le conformisme, voire la bureaucratie. Les années passant, certaines personnalités marquantes du régime en ont pris prétexte pour créer, en marge, des groupes plus ou moins influents, surtout destinés à rassembler leur propre clientèle. Ces factions tablent sur l'âge avancé du président du Conseil, le Dr. Oliveira Salazar, symbole respecté de l'unité nationale, pour travailler dans l'ombre à leur accès au pouvoir.

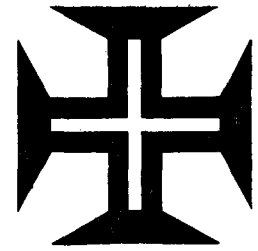
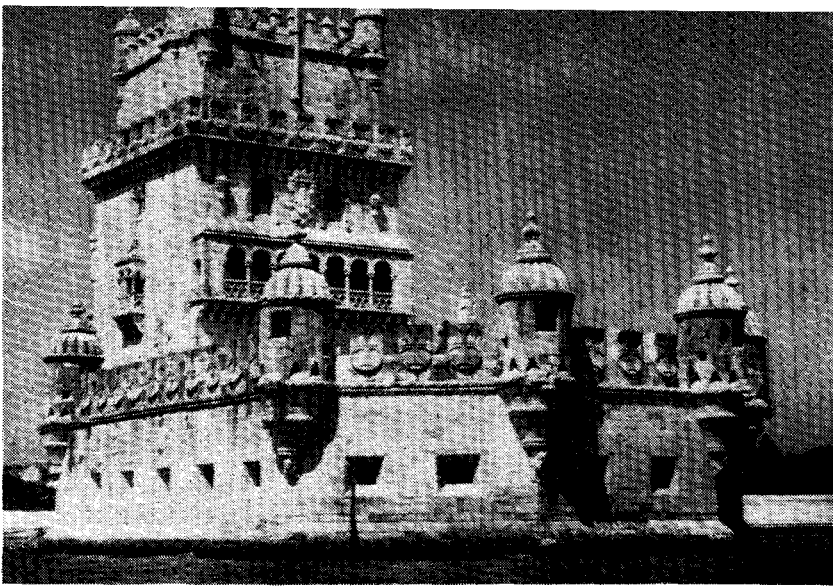
Au fur et à mesure, on a pu voir ainsi se créer dans le camp national, une sorte de féodalité politi-

que sans rien de commun avec les positions de partis ou d'idées. Ce jeu occupe les coulisses. Il y trouve un appui complaisant dans certains trusts affairistes, toujours prêts à asseoir leurs bénéfices sur l'intrigue politique, et soucieux de sauvegarder leurs positions, en profitant d'une organisation corporative déficiente et purement théorique.

Tout cela présage mal de l'avenir. D'autant que sur cette situation intérieure confuse, est venu se greffer le problème colonial. Le riche Empire portugais n'a pas été sans exciter la fureur de la conscience universelle, ni surtout les puissances internationales pour lesquelles « l'autodétermination », le « vent de l'Histoire » et la « fraternité des peuples » se traduisent par des bases de guérilla et des camps d'entraînement pour terroristes situés aux territoires limitrophes de la Guinée, de l'Angola et du Mozambique.

L'Armée se bat, et se bat bien. Elle a pour elle les assurances prodiguées à Lisbonne, et la détermination dont le Dr. Salazar a toujours su faire preuve sur ce point. Ses opérations sont couronnées de succès, surtout en Angola. Les communautés, qu'elles soient blanche ou noire, ne se font d'ailleurs aucune illusion sur le sort qui les attend, si disparaissait la présence du Portugal et de la civilisation.

L'échec des tentatives rebelles sur le terrain militaire provoqua dans leurs camps des querelles sans fin. Ce fut le cas au sein du FRELIDO au Mozambique, et c'est



1926 - 1966

LA TOUR DE BELEM A LISBONNE
Des rives du Tage à la conquête du monde

l'hostilité mutuelle que se portent en Angola, les terroristes de l'UPA et du MPLA. Mais ce fait lui-même a amené la tension à se reporter sur la Métropole, et à se transférer sur un terrain plus politique.

Depuis plusieurs années, mais surtout depuis 1962, le parti communiste portugais (clandestin) a donc paradoxalement bénéficié de l'échec des menées rebelles Outre-Mer. Il a donc tenté d'agiter les milieux universitaires. Il y recueillit d'abord, sans nul doute, quelques succès principalement dûs au manque général de formation de la jeunesse portugaise. Sous prétexte de revendications estudiantines, certaines Associations Etudiantes purent remuer des masses importantes. Mais elles se grisèrent un peu trop vite de ces mouvements de foule. Le pacifisme suspect qu'elles affirmèrent, leur position en faveur de l'autodétermination des territoires d'Outre-Mer, mirent rapidement en lumière leurs véritables attaches.

Un nouveau regroupement se fit peu à peu. Certes, il demeura nombre d'étudiants apolitiques, susceptibles d'être pris en mains. Mais les groupes activistes marxistes, et assimilés, furent assez vite isolés des étudiants restés fidèles à la vocation de leurs pays. A Lisbonne, où l'on compte 15.000 étudiants, les militants progressistes ne sont pas même 300.

Enfin, l'existence de ces groupuscules influencés par le communisme provoqua l'apparition de mouvements pour lutter contre eux, en dehors de la masse inorganisée de la jeunesse officielle, la *Mocidad*.

Ainsi apparut, à Lisbonne, à Coïmbra, à Porto, le groupe *Jovem Portugal*, à Coïmbra le journal des étudiants nationalistes *Combate*. Egalement, mais de façon plus intermittente, le « Front des Etudiants Nationalistes ».

D'une façon ou d'une autre, ces groupes prétendaient rénover un Etat qui pour être nouveau, commençait à devenir sclérosé. Ils voulaient poursuivre le travail d'approfondissement politique. Leur action passait par le travail militant. Leur volonté inébranlable ne fut pas toujours bien comprise. Certaines personnalités craignirent de perdre de leur pouvoir personnel, et s'effrayèrent de leur enthousiasme. Jugé trop intransigeant dans sa défense du Portugal, le journal de *Jovem Portugal*, *Ataque*, fut interdit. *Combate* connu la calomnie, l'injure, le manque d'argent.

Début octobre 1965 s'ouvre la campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée Nationale. Les progressistes de l'*Opposition Démocratique* saisissent l'occasion. Ils publient un « Manifeste à la Nation » où l'on retrouve toutes les thèses de l'ancienne *Action Démocratico-sociale*, aujourd'hui interdite. Et en premier lieu, l'autodétermination en Outre-Mer. Moyennant quoi, ils parviennent à rassembler des candidats sur cinq listes (chiffres dérisoires pour l'ensemble de l'Empire). Curieusement, le *Mouvement Chrétien d'Action Démocratique* et les *Monarchistes Indépendants*, incapables de former leurs listes propres, leur promettent leur appui.

Mais l'Opposition fait là une grave erreur. Les Portugais, qui auraient pu se laisser convaincre par d'autres thèmes, n'admettent pas la remise en cause de l'intégrité territoriale des provinces d'Outre-Mer. La réaction est immédiate. Sur tout le territoire des manifestations se déroulent. A Lisbonne, Coïmbra et Porto, la jeunesse encadre les manifestants, et leur fournit des mots d'ordre. Quelques jours avant les élections, l'*Opposition Démocratique* juge inutile d'engager le combat : elle dénonce les « éléments ultras qui profitent du régime Salazar », et retire ses listes.

Le Front Populaire qui se profile derrière l'Opposition a donc perdu la partie, dans l'immédiat. Mais le Gouvernement, qui a déjà tant d'années derrière lui, saura-t-il exploiter la situation ? Va-t-il prendre l'occasion pour assurer la relève et la pérennité de l'unité nationale qu'il symbolise ?

La jeunesse, pour sa part, n'a pas attendu. C'est la raison pour laquelle, les groupes les plus actifs qui s'adressent à elles se sont rassemblés en un front commun. Groupés au sein du *Front National Révolutionnaire*, autour de la revue *Frente*, ils sont décidés cette fois à ne plus lâcher prise. Il faudra bien que grâce à eux, se fasse la seconde Révolution Nationale portugaise, nationaliste, révolutionnaire, ouverte à l'Europe. Il faudra bien que la renaissance du Portugal se retrouve dans l'union sans faille de la Patrie et de la Justice Sociale.

Zarco Moniz Ferreira 

LE MOUVEMENT NATIONALISTE DU PROGRES

EUROPE-ACTION a la joie de saluer la naissance du Mouvement Nationaliste du Progrès. Nous présentons ci-contre les membres du Comité d'Organisation provisoire.

Chargé de préparer le Congrès Constitutif du Mouvement, ce Comité a fait paraître le communiqué suivant :

« Les principaux courants de l'Opposition Nationale, et en particulier des militants des Comités T.V., des Comités Europe-Action, de la Fédération des Etudiants Nationalistes, de militants poujadistes, du Centre d'Etudes Nationales et de « Unité et Travail » ont décidé solennellement d'unir leurs efforts et leurs moyens au sein du Mouvement Nationaliste du Progrès.

Les délégués du Mouvement Nationaliste du Progrès appellent leurs amis militants déçus par les querelles de personnes et les échecs répétés des politiciens à les rejoindre pour une action politique caractérisée par sa volonté unitaire, sa cohérence, son efficacité et son organisation.

Le Comité d'organisation du Mouvement Nationaliste du Progrès présentera son programme politique, y compris ses propositions pour les élections législatives de 1967 au cours du congrès constitutif du Mouvement.

Réunis en présence de représentants des Jeunesses Flamandes et Portugaises, et en union avec leurs amis européens, les délégués du Mouvement Nationaliste du Progrès ont décidé de soutenir par une action aussi large que possible le Combat de l'Occident, en Angola, en Rhodésie, comme au Sud Vietnam. Ils vont également affirmé leur volonté de voir les prisonniers politiques rapidement libérés, l'Amnistie proclamée pour tous, et leur indemnisation réalisée. Ils sont certains que seule la construction de l'Europe pourra permettre à chaque nation, à chaque culture de se développer dans l'harmonie.

Ils s'affirment les véritables partisans de la tradition occidentale dans un cadre ultra-moderne ».



Pierre BOUSQUET
Secrétaire à l'organisation des Comités d'EUROPE-ACTION. 46 ans. Marié et père de famille. Cadre commercial.

« Les militants d'EUROPE-ACTION ont été durant toute la campagne électorale les artisans de l'unité de l'Opposition Nationale et ils ont apporté à Tixier un soutien total, car ils savaient qu'il était nécessaire d'affronter cette bataille en rangs serrés. Aujourd'hui, ils n'ont nullement l'intention de démobiliser. La création du Mouvement Nationaliste du Progrès en est la preuve ».



Général CARIOU
Ancien président du comité TV du Var. Evadé de la Grande Guerre, officier en Extrême-Orient, commandant de l'assaut à l'île d'Elbe en 1944, un des très rares Français à avoir reçu la « Victoria Cross ».

« Je suis un vieux colonial et je sais plus que tout autre ce qu'a été l'œuvre de la race blanche en Afrique et dans le monde.

Si vous croyez que je puis être encore utile à mon âge, c'est bien volontiers que je mets ce qui me reste de forces à la disposition du Mouvement Nationaliste du Progrès ».



Gérard DENESTEBE
Ancien délégué des Jeunes TV de cinq départements du Sud-Ouest. 32 ans. Commerçant. Emprisonné pendant un an pour patriotisme.

« Au nom de tous les jeunes de Toulouse et de la région qui ont travaillé à mes côtés dans le Comité TV, je tiens à remercier tous ceux qui ont permis le groupement des énergies au sein de ce Mouvement Nationaliste du Progrès. Je ne pense pas que les jeunes de l'Opposition Nationale soient disposés à servir de piétaille aux tacticiens des grandes manœuvres centristes ».



Ferdinand FERRAND
Indépendant. 38 ans. Marié et père de famille. Directeur de Société.

« Avant ce jour je n'avais adhéré à aucune des formations d'Opposition Nationale. Je faisais partie de ces francs-tireurs qui souvent croyaient être seuls à combattre, qui ignoraient qu'à côté d'eux il y avait d'autres francs-tireurs. Nous sommes heureux aujourd'hui de trouver un Mouvement qui répond à nos aspirations, de pouvoir joindre nos efforts à ceux de tous les militants Nationalistes ».



Christian LEFEVRE
Ancien délégué de la D.G.R.P. du comité TV. 33 ans. Marié et père de famille. Commerçant.

« C'est parce que nous avions conscience d'être suivis par une foule d'amis que nous avons signé, à la suite du désastreux congrès des Comités TV, le Manifeste du 24 janvier. Nous l'avons fait en sachant quels étaient les objectifs futurs de ces « libéraux nouveaux ». Nous savions également que, jamais, les militants n'accepteraient d'être les « gendarmes supplétifs » des conservateurs et des capitalistes dits populaires ».



Alain MALLARD
Ancien secrétaire général du Comité TV de la Loire-Atlantique. 23 ans. Marié. Pilote d'aviation.

« Lors de la campagne électorale, nous avons voulu tenir une réunion dans cette bonne ville sinon rouge, du moins rose qu'est Saint-Nazaire. Nous pensions en effet qu'il était nécessaire que les Idées Nationalistes y soient propagées comme partout ailleurs. Cette réunion a été possible grâce au courage des militants de Loire-Atlantique. Ces militants dont je suis aujourd'hui le porte-parole, apportent leur soutien absolu.



Daniele MUSCAT
Responsable de la Fédération des Etudiants Nationalistes. Pharmacienne.

« Je pense que les femmes ont leur place dans le combat nationaliste. Je sais que beaucoup d'entre elles ont su faire preuve, dans la période qui a précédé la fin de l'Algérie Française, d'un courage assez exceptionnel. Elles sont prêtes aujourd'hui à travailler de nouveau. Elles seront à vos côtés au sein du Mouvement Nationaliste du Progrès ».



Pierre PAUTY
Ancien responsable du MOUVEMENT POUJADE (où il fut l'un des partisans de la candidature Tixier). Ancien Rédacteur à « Fraternité Française ». 35 ans. Marié et père de famille. Instituteur.

« Nous étions quelques-uns au sein du Mouvement Pujade à avoir des positions nationalistes très fermes. Pujade est en train de prendre un mauvais virage en direction du gaullisme. Nous ne pouvions qu'être d'accord sur un regroupement des éléments nationalistes de l'Opposition Nationale.



Jean RIBAILLET
Secrétaire d'UNITE ET TRAVAIL. 35 ans. Marié et père de famille. Ajusteur.

« Au nom de mes camarades d'Unité et Travail qui mènent depuis plusieurs mois le combat nationaliste dans les ateliers des Usines Renault, au nom également de tous les travailleurs qui nous ont rejoints parce que nous étions les défenseurs véritables de leur cause, j'apporte mon appui le plus total au Mouvement Nationaliste du Progrès. En avant vers de nouveaux combats ! »



Maurice ROLLET
Ancien dirigeant de la Fédération des Etudiants Réfugiés. 35 ans. Marié et père de famille. Médecin. Emprisonné pendant un an pour son activité patriotique.

« S'il est vrai que certains rapatriés se sont refaits une place confortable, la majorité d'entre eux ont su tirer les leçons de leurs malheurs et de leurs échecs. Je suis certain que la création du Mouvement Nationaliste du Progrès sera pour eux un espoir nouveau qui, cette fois-ci, ne sera pas trahi ».



Georges SCHMELZ
Secrétaire général de la Fédération des Etudiant Nationalistes. 25 ans. Etudiant.

« Depuis 1960, la F.E.N. mène le combat nationaliste dans l'Université. Depuis cinq années, nous n'avons cessé de nous opposer à la propagande marxiste et anti-occidentale. Aujourd'hui c'est avec joie que nous voyons nos aînés s'unir au sein du mouvement Nationaliste du Progrès et c'est avec la volonté de mener le combat jusqu'à la victoire que nous adhérons en bloc à ce Mouvement ».



Dominique VENNEN.
Directeur politique d'EUROPE-ACTION. 30 ans. Journaliste. Marié. Détenu 18 mois pour ses activités patriotiques.

« Pour clore ce débat, je rappellerai que nous sommes en 1966, que la majorité de nos adhérents n'a certainement pas passé la trentième année, et que, pour nous tous, les noms de Robert Brasillach fusillé en 1945, et de Jean Prévost, tué dans le Maquis du Vercors, n'évoque rien d'autre que le souvenir de deux grands frères qui nous donnent des leçons de talent et de courage ».

Yann Brekilien

*Histoire
européenne
de l'Europe*

Il y a foule de bonnes intentions dans cette Histoire européenne, mais ces intentions ont les défauts de leurs qualités. M. Brekilien survole ici 30 siècles de civilisation, et il est louable qu'il ait au passage montré l'importance des racines celtiques de nos pays. En revanche, il est regrettable que cette saine passion, ramenant à une juste mesure l'influence romaine sur la Gaule, l'ait amené à rejeter presque totalement l'Empire de Rome, et à accumuler au sujet de celui-ci et de l'hégémonie grecque les plus graves erreurs. Le projet auquel l'auteur se dit favorable, une Fédération européenne des ethnies, ne saurait se concevoir sur la base d'une division des ethnies fédérées. (Librairie du Journal des Notaires et des Avocats, 30 F).

Jacques Fauvet

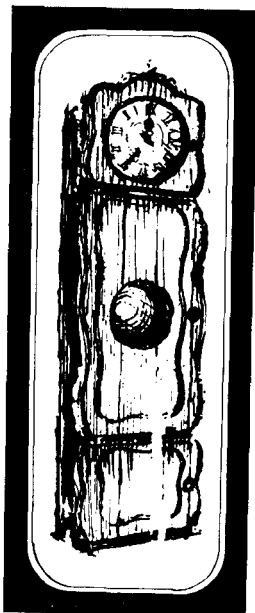
*Histoire
du Parti
communiste
français*

Avec ce second volume, qui couvre les années 1939 à 1965, Jacques Fauvet a écrit la plus complète des Histoires du P.C., la meilleure restant celle de Gérard Walter, la plus partisane celle des Editions Sociales. Ses opinions, qui sont celles du *Monde*, s'y reflètent bien évidemment, mais il faut y reconnaître un souci d'objectivité qui fait de l'ouvrage un excellent outil de références. L'étude de l'attitude des communistes sous l'Occupation, la démystification de l'« appel du 10 juillet 1940 », les références faites à « la guerre des papillons » de Pierre Rossi notamment, prouvent que M. Fauvet a su consulter toutes les sources d'information. Le style est clair, mais riche. Placé dans une perspective historique, le livre est en revanche plus elliptique sur la situation actuelle du P.C., sa crise générale, son avenir limité par le réformisme bourgeois. (Fayard, 19,75 F).

Charles-Léopold
Mayer

*L'Homme
face à
son destin*

Le dernier ouvrage du directeur de la *Revue Libérale* (où le professeur Rougier publia son *Itinéraire Philosophique*) rassemble, en quelques exposés les idées philosophiques essentielles de l'auteur. Nous avons été sensibles aux affirmations réalistes qui y sont développées : la Nature n'a pas de but, mais seulement des besoins et des nécessités ; la morale a sa source dans l'expérience ; les jugements de valeurs sur la nature sont intérieurs à l'homme et non pas préexistants à lui. Quand il dénonce « le mythe des égalités », M. Mayer fait une approche tout à fait remarquable du problème racial. A l'idée de supériorité absolue, il préfère substituer celle d'**aptitude au progrès**, et il ajoute : la volonté de progrès doit coexister avec la volonté de puissance ; pas de progrès sans concurrence, pas de concurrence sans inégalité possible. **L'Homme et son destin** est donc sans nul doute dans la belle ligne de la pensée positive. (Marcel-Rivière).



Les meilleures ventes du mois de Février

1. Pierre MONTAGNON : **Pas même un caillou** (Action).
2. Clément ROSSET : **Lettre sur les chimpanzés** (Gallimard).
3. Fabrice LAROCHE et François d'ORCIVAL : **le courage est leur patrie** (Action).
4. Erich KERN : **la dernière ivresse**, France-Empire.
5. Pierre BOURDET : **Un certain Philippe Pétain** (Casterman).
6. Robert BRASILLACH : **Poèmes de Fresnes** (Sept-couleurs).
7. Jacques LAURENT : **Année 40** (Table-ronde).
8. Martial SENISSE : **Carnets d'un fédéré de la Commune** (Action).
9. Roland GAUCHER : **les terroristes** (Albin-Michel).
10. SAINT-LOUP : **La nuit commence au Cap Horn** (Presses de la Cité).
11. SAINT-PAULIEN : **les lions morts** (Plon).
12. Arthur KOESTLER : **Le cri d'Archimède** (Calmann-Lévy).
13. Paul RASSINIER : **L'Opération « Vicaire »**.
14. Vance PACKARD : **L'art du gaspillage** (Calmann-Lévy).
15. CHOLOKHOV : **Ils ont combattu pour la patrie** (Presses de la Cité).

— A LA LIBRAIRIE DE L'AMITIÉ —

68, rue de Vaugirard, — PARIS-VI^e BAB. 34-01



Les plus belles gravures du Monde Occidental

LES cavaliers de l'Apocalypse galopent sur un ciel d'orage. A l'aube de la Renaissance le monde occidental reste plus que jamais fidèle à la conception tragique de la vie. Cette gravure sur bois (reproduite à la page 6 de ce numéro) est une des plus belles œuvres d'Albrecht Dürer. Gravée vers 1498, cette vision d'une impitoyable rigueur graphique, figure parmi les deux cents gravures réunies à la Bibliothèque Nationale à Paris.

Cette exposition qui doit durer du 1^{er} février au 24 mars 1966, est un des plus extraordinaires témoignages sur notre monde et réunit, comme l'indique le titre : Les plus belles gravures du monde occidental.

De l'aube du xv^e siècle au crépuscule du xix^e siècle, c'est tout notre patrimoine européen dans le domaine si représentatif de la gravure qui est ainsi réuni et exalté.

Cette exposition est une manifestation authentiquement européenne et elle n'a été possible que parce que quatre des plus grands cabinets d'Estampe européens, ceux de Vienne et de Munich, du mu-

sée Royal d'Amsterdam et de la Bibliothèque Nationale de Paris, se sont mis d'accord pour présenter les principaux chefs-d'œuvre de leurs collections. Et il est remarquable que ce magnifique ensemble soit itinérant. Il était à Munich cet automne et il sera à Amsterdam au printemps.

Les artistes européens devaient, avec la gravure, répondre à une des préoccupations essentielles de notre génie qui est de rechercher la difficulté pour la vaincre. Difficulté de la technique, bois ou cuivre. Difficulté du procédé qui ne laisse que le noir et le blanc, la rigueur sans appel du trait. Aucune erreur n'est possible et il n'y a qu'une solution pour atteindre la perfection.

Chaque pays connaît tour à tour son heure de gloire et ses maîtres chacun exprime intensément son génie propre. Quoi de plus allemand que l'œuvre de Dürer, ou d'Holbein, de plus espagnol que Goya, de plus italien que Mantegna, de plus thiois que Rembrandt, de plus anglais que Gainsborough ou de plus français que Callot ?

Les gravures réunies vont de 1410 à 1914. De la fin de la guerre de

Cent Ans à la première grande guerre civile européenne.

D'admirables bois primitifs appartiennent encore au moyen-âge et les premières gravures sur cuivre ont la minutie des miniatures. Si chaque artiste apporte l'originalité de son génie, la technique ne change pas. La continuité est parfaite entre le Schongauer de 1471 et le Picasso de 1904. Et la France occupe une belle part dans cet univers avec des hommes comme Fragonard, Corot, Daumier et ce Bredin qui sera une révélation pour beaucoup.

Nous avons choisi pour illustrer ce trop bref compte rendu une eau-forte de Hirschvogel. Né à Nuremberg en 1503 et mort à Vienne en 1553. Il grava trois cent eaux-fortes et fut le continuateur de l'art du paysage d'Albrecht Altdorfer et de Wolf Huber.

Signalons le remarquable catalogue illustré qui est, à lui seul, une encyclopédie illustrée de la gravure occidentale.

Pierre LAMOTTE



Buster Keaton

Le Mécano de la Générale

Deux héros dans cette aventure : Keaton et sa machine. Le mécano et sa locomotive, la fameuse *Générale* sudiste qui donne aux Confédérés une des victoires de la Guerre de Sécession. Buster Keaton, qui vient de mourir est l'anti-Charlot par excellence. Dans ces chefs-d'œuvre du muet où il réalisa le miracle burlesque à froid, rien du misérabilisme larmoyant de Charlie Chaplin. Rien non plus des tartes à la crème signées Laurel et Hardy. Héros imperturbable, Keaton a inventé les gags, instantanés ou à retardement, les plus merveilleux du cinéma muet. *Le mécano de la générale* que l'on reprend, avec quelques autres de ses courts-métrages, est, avec *la croisière du Navigator*, son meilleur film. L'intelligence du rire se perd tellement aujourd'hui.

Kaneto Shindo

Onibaba

La critique s'est déchaînée contre *Onibaba*. Est-ce de l'art bien imité ou de l'art tout court ? On a parlé de poésie factice, de prétexte à artifices. Est-ce bien exact ? L'auteur de *l'île nue* se tourne certes, vers des nudités plus concrètes ; mais il serait maladroit de ne voir rien d'autre dans cette histoire du temps du Mikado. Le cas exceptionnel du Japon dans le domaine artistique se pose ici parfaitement avec un film qui, malgré toutes ses faiblesses, est quand même à l'opposé des tendances nippones à l'apologie de l'irréel (*Kwaidan*) ou de la négation pure et simple de l'honneur (*Hara-Kiri*). *Onibaba* est au bout du compte plus violent qu'érotique, plus panthéiste que symbolique, plus réaliste qu'évo-
cateur.

Police Spéciale

L'Histoire de la prostituée repentie qui se rachète en soignant les petits inadaptés de toutes couleurs, jusqu'à ce qu'elle tombe amoureuse du mépris milliardaire, etc... Comme mélodrame 1935, on peut difficilement faire mieux. C'est signé Samuel Fuller, et sur les rangs pour le prix du navet 1966. Réservé aux salles de patronage de l'UNESCO.

Le Faucon Maltais

Le personnage Humphrey Bogart, presque le mythe, ne suffit pas à justifier ce vieux *Faucon*. L'histoire est sans ennui, mais vraiment sans attraits : toutes les reprises ne sont pas des chefs-d'œuvre. Il n'y a d'attachement dans ce succès d'autrefois que l'atmosphère du New-York des années 40, et les poncifs qui n'en étaient pas encore des tous débus de la *Série Noire*.

Clive Donner

Tout ou Rien (nothing but the best)

Tout est progression dans la désinvolture, dans cette terrible satire de la haute société financière britannique. Clive Donner, l'auteur du *Caretaker*, nous parle ici d'un arriviste que rien n'arrête, mais que rien n'empêche non plus, et qui renverse les barrières sociales pour s'infiltrer dans la haute administration. Tout ou rien. Il a choisi : tout. Et il l'aura.

Amoral ? Pas plus que ne le fut Machiavel. Clive Donner enseigne, lui aussi, cette vieille réalité qu'en appuyant sur certaines touches de caractère du tout-venant aristocratique, on obtient un résultat donné. La morale n'a rien à voir là-dedans. Disons que c'est un manuel technique ! Comme seuls les Anglais savent en faire.

Tous les arrivistes n'arrivent pas, voilà le drame. Celui-ci arrive, et arrive bien. Trois leçons à Cambridge, une ombre d'accent, une certaine façon de se tirer des situations provoquées, des subtilités de langage, et surtout des relations, beaucoup de relations, même si elles sont purement imaginaires ! *Tout ou rien* est une leçon amusée sur un intrigue très simple, où l'on savoure déjà la scène suivante en même temps qu'on la prévoit. Avec ce film, Clive Donner a pris une place de choix dans la jeune école anglaise. En Amérique, *A bout portant* (*The Killers*), l'extraordinaire réalisation de Donald Siegel, était de la même veine faite d'humour et de froideur colorée. La grâce pour les femmes, l'aisance pour les hommes, voilà ce qui compte. *Tout ou rien* en abonde.

● **Antoine Lopez**, affirme « Le Canard Enchaîné », était franc-maçon. **Leroy-Finville** aussi, ajoute « Minute ». Mais si, en outre, dans cette affaire, on trouve le policier **Souchon**, le journaliste **Bernier**, et le colonel **Morvan-Minvielle** sur les listes du Grand Orient, qu'en faudra-t-il conclure ?

● Alors, pourquoi ne pas ajouter que lorsque le général **Grossin** commandait le S.D.E.C.E., la plupart des officiers du S.D.E.C.E. sont entrés en loges. Or, le plus curieux de toute cette affaire, c'est que la fraction **Grossin** du S.D.E.C.E. fut précisément celle qui refusa de collaborer avec les barbouzes dans la lutte contre l'O.A.S. **Leroy-Finville** ne paye-t-il pas cette fois d'avoir voulu, en utilisant **Lopez**, faire supporter par les seules barbouzes qu'il détestait, la responsabilité d'une affaire dans laquelle tous les services étaient compromis à parts égales. Dans ce cas, **Leroy-Finville** aurait été lui-même couvert hors du service par certaines autorités occultes.

● Le jour même où **Jean Lecanuet** annonçait que **Jacqueline Thome-Patenôtre** appartiendrait au comité directeur du Centre Démocrate, la député-maire de Rambouillet siégeait place de Valois aux côtés de **René Billères** qui interdisait formellement la double appartenance au Centre Démocrate. Ne raconte-t-on pas que pendant la dernière campagne électorale **Jacqueline Thome-Patenôtre** a versé avant le premier tour dix millions d'anciens francs à la caisse de propagande de **Lecanuet** et très exactement la même somme à la caisse de propagande de **François Mitterrand** ?

● **Jean-Claude Servan-Schreiber**, suppléant U.N.R. de **Roger Frey** dans le XII^e arrondissement, a reçu mission de débaucher certains technocrates des clubs afin

de les intéresser au nouveau mouvement gaulliste en préparation. Il en a réuni déjà plusieurs dans son bureau. Un argument : les gaullistes vont rejeter 80 de leurs parlementaires. Il y aura donc des postes de députés à gagner. Cette manœuvre aurait déjà apporté quelques résultats. Plusieurs clubs de techniciens se rapprochent du gaullisme depuis quelques semaines.

FICHER SECRET

● Lorsque la presse a révélé que le ministre de l'agriculture **Edgar Faure** avait déjeuné avec **Jean Lecanuet** chez son ami **Jacques Duhamel**, on a cru que l'insaisissable **Edgar** s'appêtait à trahir une fois de plus le gouvernement auquel il collaborait. En réalité, **Edgar Faure** agissait en plein accord avec **Pompidou** auquel il a rendu compte de son entretien avec **Lecanuet**. **Edgar Faure** affirme que **Jacques Duhamel**, qu'il a créé de toutes pièces, lui reste totalement dévoué. Les deux hommes se sont partagé les rôles. **Duhamel**, que l'on a trouvé ces derniers fois tirant les ficelles de **Defferre**, de **Maurice Faure** et de **Lecanuet**, continue à partager avec **Edgar Faure**, ministre du général, la direction politique du journal « France-Jura ».

● L'ancien socialiste **Léon Boutbien**, gendre de **Smadja** le directeur de « Combat », fut tête de la liste centriste aux dernières élections municipales dans le XVIII^e arrondissement. Or, depuis quelques mois, **Boutbien** s'est considérablement rapproché des gaullistes et **José Le Tac** affirme que lors des nouvelles élections municipales qui auront lieu sous peu dans le XVIII^e l'U.N.R. pourra compter sur l'appui de **Boutbien**. Le rapprochement s'est fait dans le cadre du Comité National de la Résistance qu'anime la gaulliste **Marie-Madeleine Pomcade** et dont l'inspirateur n'est autre que **Roger Carassonne-Leduc**, le troisième homme du déjeuner qui eut lieu rue de Verneuil le 2 novembre 1965 entre **Leroy-Finville** et le commissaire **Caillé**.

● Le Club **Jean Moulin** est en pleine crise depuis plusieurs mois. Son fondateur **Patrick Kessel** a cessé toute activité politique et il occupe aujourd'hui un poste important à Alger, dans les services de la coopération. Son ancien secrétaire général, le journaliste **Georges Suffert**, ne participe plus à ses délibérations. Le Club s'est séparé en trois teneances : une partie de ses membres a rejoint le gaullisme à la faveur des batailles de l'élection présidentielle ; un second groupe s'est rapproché du centre démocrate de **Lecanuet** ; un troisième enfin, avec des hommes comme **Marc Paillet**, **Alain Gourdont**, **Etienne Hirsch**, a rattaché les clubs regroupés par **Mitterrand** dans la Convention des Institutions Républicaines. L'équipe qui reste groupée autour de **Jacques Pomonté** travaille désormais en liaison directe avec certaines puissances capitalistes.

DISQUES ALLEMANDS

Variétés — Folklore — Classiques
documentation sur demande

La maison du disque

Haguenau (Bas-Rhin)

SOREX



RECEMMENT AMNISTIE

P. DUBOIS remonte son entreprise.
— Travail de professionnel —

PEINTURE - DECORATION
PAPIER PEINT - VITRERIE
RAVALEMENT

Philibert DUBOIS, 29, av. Trudaine — Paris (9^e) — Tél. : 253-09-59

Vrais vins de vigneron
Eau de vie de pays

ANDRE DELACHAUX

171, rue du Général-Leclerc
Marlotte (S.-&M.)

Tél. : 931-90-11
Pur rhum distillé à la Guadeloupe

Denise TROGNEE
achète

Meubles, bibelots,
Tableaux, argenteries
EXPERTISES ET PARTAGES DE SUCCESSION
83, rue Legendre — Paris 17^e
10 à 18 h. — Tél. 228-07-11
Le soir : 647-78-87

GILLES MERMOZ A VU LE TEMOIN TISLENKOFF

Suite de la page 19

Je parle par petits bouts de renseignements. Les barbouzes marchent. On va se promener à Diar-El-Saada, dans une planque.

Cela permet de gagner du temps. C'est l'essentiel. A Diar-El-Saada, devant l'immeuble en forme de tour je leur dis :

— J'ai déjà eu une réunion avec Susini au 13^e étage de la tour.

Les barbouzes appellent du renfort. La porte de l'immeuble est fermée, comme chaque nuit, et je le savais depuis longtemps.

Les Viets hésitent à briser la porte, ayant peur d'alerter un commando de l'O.A.S. Furieux, ils me frappent, sur le trottoir. Je leur dis : Enfoncez donc la porte ! Ils me répondent : Tu voudrais bien, mais quand on sera dans la cage de l'ascenseur, au 13^e étage, « ils » vont nous flinguer !...

Claude Veillard et Gauthier, enterrés à Santeny aujourd'hui, sont parmi les barbouzes. Veillard, on le surnomme l'intellectuel des broussailles. Gauthier, lui, c'est un jeune de 24 ans, portant une veste de daim crasseuse. Les autres sont en treillis ou en civil. Ils ont tous des P.M. et des pistolets de l'Armée. Du matériel neuf. Les pistolets, ils les portent dans des holsters, et ils portent également des poignards de commando. Leurs chefs portent des impers bleu-marine, avec boutons de cuir. Tout ce monde est chaussé de pantoufles, pour éviter de faire du bruit.

Retour de Diar-El-Saada à la villa, le chef commande !

— Bon, il n'y a plus rien à faire avec lui. Allez le descendre là-bas derrière ! Mais surtout pas de bruit ! Faites-vous le au poignard !

Ils m'emmènent dans un coin derrière la villa, et me baillonnent. Et c'est encore le coup du poignard dans l'œil. Je gueule aussitôt :

— Bon, bon... Je parle...

Je fournis encore de petits renseignements. Ils partent vérifier en ville. Ils reviennent fourbus, sans résultats. Mais en attendant je n'ai dénoncé personne.

Lundi 9 heures.

J'ai un peu dormi. Je me réveille, plein de courbatures. Dans la pièce, des traces de sang, un escalier de quinze à vingt marches qui conduit à un bar, au mur des affiches du M.P.C. avec des photos de De Gaulle.

Lundi 10 heures.

On vient me chercher pour m'accompagner dans la pièce des Viets. Jim Alcheik vient me voir et me demande comment ça va... Il me dit :

— De toutes façons, tu peux me voir maintenant, car tu es condamné à mort et ma tête, tu ne la verras jamais plus !...

Ils m'envoient sur un lit. Dans la même pièce, il y a Vinent. A plusieurs reprises ils simulent ma mise à mort.

Pendant qu'il déjeune, Gauthier me fait chanter, et si je m'arrête, il me cogne dessus. Il me raconte aussi ce qui m'attend avec la chaise électrique. C'est un fauteuil dont on a enlevé le rembourrage. Les ressorts sont reliés à un transformateur qui élève la tension à 1.000 volts. Cela brûle la chair. Séguy et Salort de Rouiba y sont passés. Eux aussi ils peuvent parler...

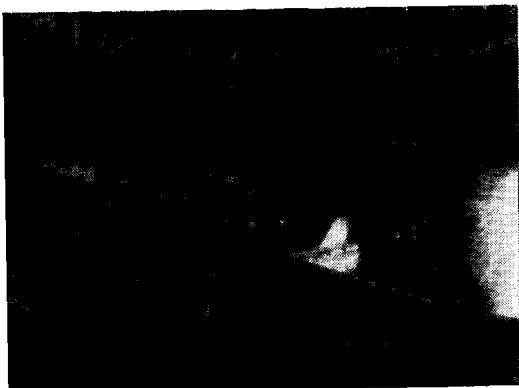
Lundi 29 janvier 1962, 16 heures.

Jim Alcheik entre. Il dit à Vinent et moi : On va vous exécuter, vous n'avez aucune chance de vous en tirer, à moins que vous ne signiez tout de suite un papier reconnaissant que vous demandez d'être remis à la police légale, avec le dossier des procès-verbaux de vos aveux !

Vient alors le Colonel, alias Papa. Il fait signe à Jim Alcheik de l'accompagner pour vérifier les caisses qu'ils attendent de la métropole et qui viennent d'arriver. Ils en parlent souvent. Ils attendent du matériel d'imprimerie, deux mitrailleuses de 30 m/m et un percolateur pour le café.

Jim Alcheik part avec le colonel. Trente secondes après, c'est l'explosion. Un bruit indescriptible. Le souffle me projette jusqu'à l'autre bout de la pièce. La porte d'entrée est arrachée. Les Viets sont terrifiés. Il y a des débris de la villa dans tous les sens.

On me sort à l'extérieur. Les Viets deviennent complètement fous. Ils hurlent qu'ils vont nous tuer sur le champ. Un type, les yeux exorbités,



me vise avec son P.M. Il bave et autour des lèvres, de l'écume. Il prend son temps pour me viser soigneusement entre les yeux. Alors je lui crie : Ne fais pas le con ! Au lieu de faire ça, enlève-moi ces chaînes, on va déblayer ensemble les blessés.

Ses copains sont dehors, postés en sentinelles. Ils sont rejoints par un commando parti en opération en ville. Je commence à déblayer des cadavres de partout...

Lundi 16 heures 20.

Plusieurs Européens apparaissent, accompagnant un homme qui semble être un personnage important, bien vêtu ayant de la tenue. Le groupe s'approche. Mais le Viet nommé Sun-Xang qui m'a montré sa carte de police n° 804 de la Sûreté Nationale s'interpose, le P.M. dirigé contre le groupe. Il s'écrie avec rage :

— Les journalistes, on n'entre pas ici !

— Je ne suis pas journaliste, réplique le personnage important, je suis l'inspecteur général de la Sûreté nationale en Algérie. Je m'appelle Benhamou et j'ai le droit d'entrer ici pour inspecter.

Le petit Viet ne marche pas et il oblige le fonctionnaire à tourner les talons. On m'a dit ensuite que le contrôleur de la Sûreté Benhamou avait été révoqué en septembre 1961. C'est possible, mais j'ai bien entendu ce nom là, pourtant. Et c'est lui qui a prévenu la police légale.

Lundi 29 janvier, 16 heures 30.

Je déblaie toujours les décombres. Je tire des débris le tronc de Jim Alcheik. Du colonel, je ne retrouve rien...

Un C.R.S. du service de déminage, arrivé en *Jeep*, pénètre dans les lieux, les Vietnamiens le connaissent. Il a déjà été à leur précédent P.C. attaqué au bazooka, rue Faidherbe, la nuit du 31 décembre.

En reniflant l'odeur, le C.R.S. estime qu'il y a plusieurs sortes d'explosifs. Puis il demande à l'un des Vietnamiens :

— Et Lemarchand, il n'est pas là ?

— Non, il n'est pas là, Lemarchand, répond le Viet. Mais il va certainement arriver. Il y a quelqu'un qui est allé prévenir Paris.

Lemarchand... c'est la première fois que j'entends ce nom-là. Mais dans les heures qui suivent, ce nom de Lemarchand est prononcé au moins une dizaine de fois. Pour les Viets, c'est lui le grand patron.

Lundi 17 heures.

Un barbouze du genre catcheur se présente.

— Comment ! hurle-t-il, ils sont encore debout ces trois salauds ! Fouitez-les au mur et descendez-les !

On m'attache contre la ferraille d'un puits, de même pour Vinent et pour Gosselin.

Le Commandant de la Gendarmerie Mobile qui a encerclé la villa intervient alors. Il dit au chef barbouze :

— Vous ne pouvez pas faire ça devant nous ! On les a vus. On ne peut pas être témoins de ça ! Débrouillez-vous pour faire ça ailleurs !

Lundi 20 heures.

Je travaille toujours au déblaiement. Je sors le musulman du F.L.N., membre du M.P.C... Les pompiers arrivent. Il fait nuit. Avec eux, pas mal de matériel, une grue du génie, un groupe électrogène, d'énormes projecteurs.

Parmi tout ce monde, je remarque un groupe nouveau. Des officiers de la Gendarmerie Mobile et trois civils.

— C'est Lemarchand, disent les Viets. Le patron est arrivé !

Je fixe attentivement les trois civils et en particulier celui que l'on désigne sous le nom de Lemarchand. Il passe à quelques centimètres de moi. Gosselin, aussi, a vu Lemarchand de près.

Peu avant minuit j'entends dire :

— On va au Rocher Noir. C'est le grand patron qui l'a dit.

TISLENKOFF ACCUSE LE NOMME LEMARCHAND



Mardi 30 janvier, 0 heure.

Un convoi se forme : une dizaine de voitures, précédées par un Half-Track de la Gendarmerie. Ce convoi, c'est Lemarchand qui l'a formé, me dit Vinent. Le convoi se met en route et nous nous arrêtons devant l'Ecole de Police d'Husscin-Dey où se trouvent les 200 policiers venus de France pour la Brigade Spéciale dite Mission C.

Quand le convoi entre dans la cour de l'Ecole de Police, j'entends l'ordre : Que personne ne descende de voiture ! Je vous préviens, vous avec deux Half-Track qui ont leurs mitrailleuses 12.7 braquées sur vous. Le premier qui descend est abattu !

Effectivement, il y a les deux auto-mitrailleuses, servies par des gendarmes et des C.R.S..

Un Policier de l'Ecole dit alors :

— Vous avez trois détenus, rendez-les !

Vinent, Gosselin et moi, nous sortons des camions. Les illes nous disent leur soulagement : « Vous revenez de loin ! Avec l'explosion et tout le reste ! »

Et puis ils continuent :

— Ce n'est pas grave... Vous allez nous faire vos déclarations. On va vous donner à manger et vous soigner...

Les barbouzes leur ont remis nos dossiers. Alors un inspecteur me reprend pour m'expliquer :

— Tu as dit ça et ça aux barbouzes. Il faut que tu nous redise la même chose. Sinon, les barbouzes repartent vers Rocher Noir et ils veulent t'emmener...

Alors, j'ai signé ma déclaration.

Les barbouzes, elles, avaient prévu de me liquider au Rocher Noir, parce qu'à la villa, ils avaient peur qu'il y ait des journalistes...

Témoignage recueilli par Gilles MERMOZ



ABONNEMENT

Abonnement à la « Lettre hebdomadaire seule » .. 30 F

(étranger : 40 F.)

Abonnement à la revue mensuelle seule 20 F

(étranger : 25 F.)

Abonnements aux Cahiers trimestriels seuls 20 F

(étranger : 25 F.)

Abonnement complet : 60 F au lieu de 70 F.

(étranger : 75 F.)

à retourner à
63, rue de Vaugirard
Paris 6^e

Nom

Prénom

Age

Profession

Adresse

Ville

Departement

Souscrit un abonnement :

(1)

A partir du N°

Et verse la somme de :

Par virement postal (2)

Chèque bancaire (2)

Mandat à CCP (2)

Libellé à l'ordre
d'Europe-Action
C.C.P. Paris 21.684.41

(1) Hebdomadaire, mensuel
trimestriel, complet.

(2) Rayer les mentions inutiles.

En vente permanente aux bureaux d'Europe-Action

1	Abonnement à EUROPE-ACTION mensuel	20	F
2	Abonnement à la lettre hebdomadaire d'EUROPE-ACTION	30	F
3	Abonnement aux Cahiers trimestriels d' EUROPE-ACTION	20	F
4	Abonnement complet à EUROPE-ACTION (mensuel, hebdomadaire, trimestriels)	60	F
5	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1963 (mensuel)	25	F
6	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1964 (mensuel, n° 16 épuisé)	15	F
7	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1965 (mensuel)	15	F
8	EUROPE-ACTION : « Qu'est-ce que le Nationalisme ? »	3	F
9	C.E.P.E.O. : « Eléments pour une Economie Organique »	3	F
10	Pierre Hofstetter : Où vont les U.S.A. ?	5	F
11	Robert-Jean Bradout : Les Baïonnettes du Kremlin	5	F
12	Gilles Fournier & Fabrice Laroche : Vérité pour l'Afrique du Sud	5	F
13	Pierre Hofstetter : O.N.U. danger !	5	F
14	Coral : Journal d'un suspect	Prix exceptionnel : 10	F
15	Coral : Petit guide des fonds de poubelles	4	F
16	Jean Mabire : Drieu parmi nous (dédicacé)	14,70	F
17	Fabrice Laroche : Salan devant l'opinion (dédicacé)	15,45	F
18	Fabrice Laroche & François d'Orcival : Le courage est leur patrie (dédicacé)	13,90	F
19	Catalogue 1966 de la Librairie de l'Amitié (paiement en timbres)	2	F

Bulletin de commande

NOM Prénom

Adresse

Commande les numéros suivants :

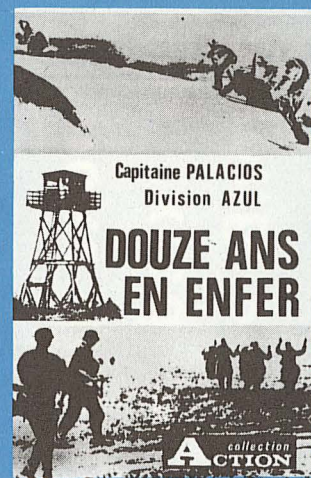
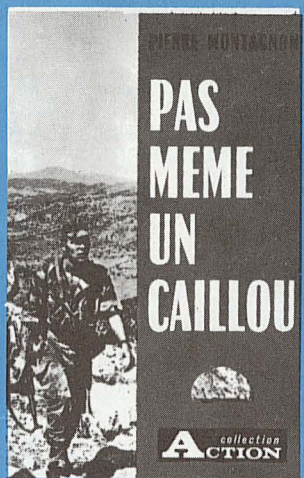
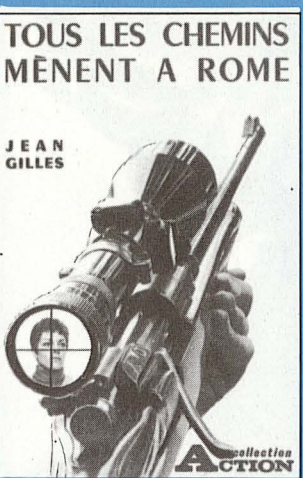
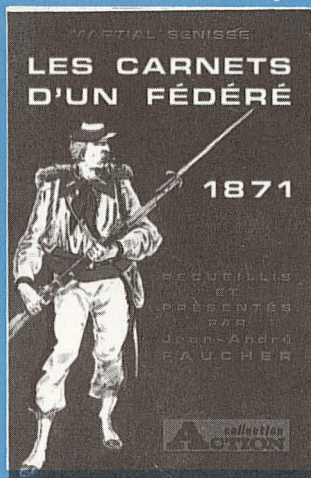
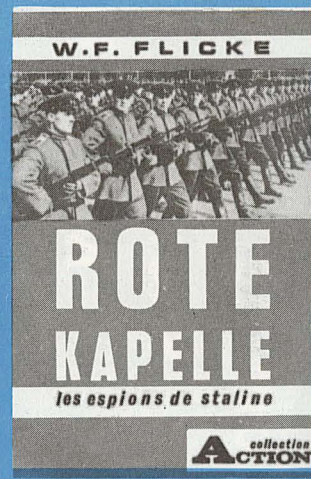
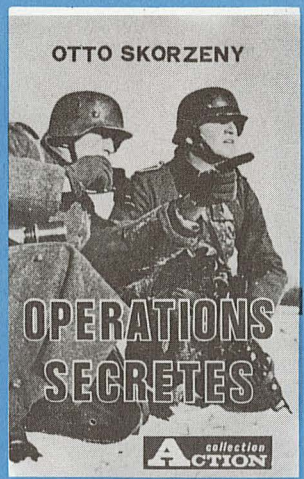
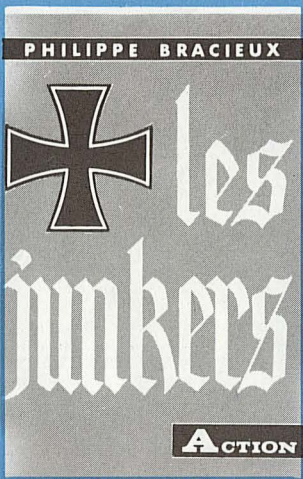
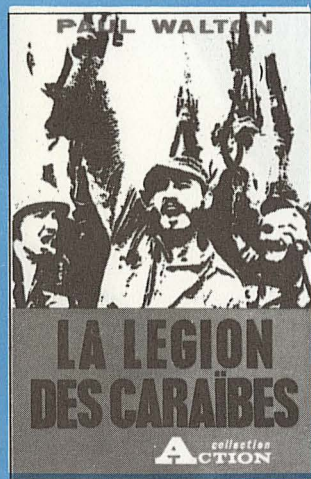
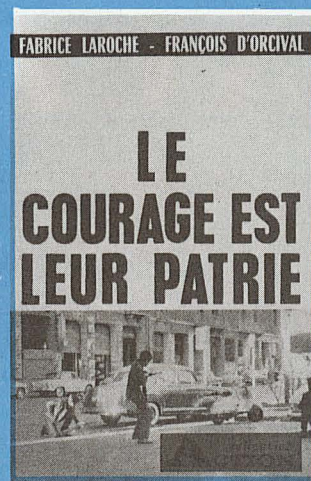
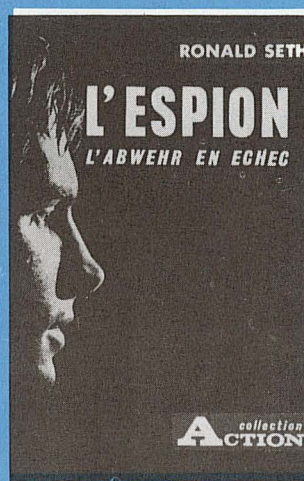
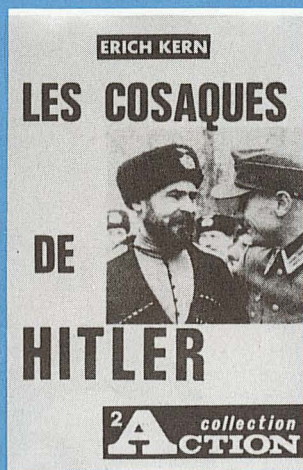
et joint la somme totale de au C.C.P. EUROPE-ACTION, Paris 21.684.41

Le Signature

A collection
CTION

UN LIVRE NOUVEAU
TOUS LES MOIS

A collection
CTION



AVENTURES DE
TOUS LES TEMPS

A collection
CTION

GUERRIERS DE
TOUS LES PAYS

EUROPE ACTION

A la guerre, comme peut-être dans
la paix, il faut sacrifier tout pour
tout avoir. **MONTHERLANT**



n° 39 - mars 1966

VERDUN

2 F.

N M P P